

La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Altred Rosmer : Un révolutionnaire
des temps difficiles

A travers les assises syndicales

par M. CHAUSSE

La réforme de l'enseignement

par Roger HAGNAUER

La loi infâme

par Robert LOUZON

Problèmes du Danemark *par C.-H. PETERSEN*

La mort de S. Lozovski

et le crime d'Ilya Ehrenbourg

par Bernard TURNER

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois 600 fr.
Un an 1.000 fr.

EXTERIEUR

Six mois 700 fr.
Un an 1.200 fr.

Le numéro : 100 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne
14, rue de Tracy — PARIS (2^e)
Téléphone : CENTRAL 17-08

PERMANENCE

Les jeudis de 18 h. à 19 h.
Les samedis de 17 h. à 19 h.

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDOS

notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 420 - Septembre 1957

Pour les quatre-vingts ans d'Alfred Rosmer.	R. H.
Ceux qui ont refusé le déshonneur et la désertion	Albert CAMUS
A travers les assises syndicales	M. CHAUSSE
Le VII ^e Plénum de la CNT d'Espagne en exil	Louis MERCIER
Bref commentaire	Manuel FABRA
La réforme de l'enseignement :	
Tronc commun ou plants de serre ? ..	Roger HAGNAUER
La résolution de la CISL sur l'Algérie ..	
Notes d'économie et de politique :	
La loi infâme — Avec tous les rois contre tous les peuples — Rappels — Stupidité ou duplicité ?	Robert LOUZON
Souvenir d'un ancien :	
Dans le bâtiment il y a un demi-siècle ..	G. DUCHENE
Parmi nos lettres : Franc, de la Loire ; Freydier, de Saint-Chamond ; Perrot, du Puy-de-Dôme ; Un abonné du Maroc ; E. Courtois, de Paris ; Hem-Day, de Bruxelles.	
Peut-on espérer ?	Gabriel THARREAU
Salaires européens	
Lettre du Danemark :	
Gouvernement, partis, problèmes	C.-H. PETERSEN
Billet d'Uruguay :	
L'Eglise catholique contre l'école laïque ..	Ch. G.
La mort de Lozovski et le crime d'Ehrenbourg	B. TURNER
D'où vient l'argent ?	
Faits du mois.	

ENTRE NOUS

Nous avons déjà dit dans notre dernier numéro que les réponses à notre appel extraordinaire et notre rappel... ordinaire (pour les abonnés en retard) avaient la valeur d'un référendum.

Tout le monde a compris que la question de l'existence de la « R.P. » se posait. Non, à cause de difficultés financières. Nous en avons supporté d'autres. Mais parce que les sacrifices qu'impose notre revue doivent être justifiés par la nécessité de celle-ci.

Or sur ce point l'accord est unanime. On peut même dire que nos amis exagèrent dans la confiance. Les plus discrets parlent simplement de notre utilité. Mais ils sont nombreux ceux pour qui la lecture de la « R.P. » répond à un véritable besoin.

Ce qui nous flatte le plus c'est que cet accord n'implique nullement l'adhésion à nos idées. Nous pouvons même dire que les plus empressés à s'excuser pour leur retard ne cachent pas leur désaccord avec certains de nos rédacteurs ordinaires. Ce qui les attache à la revue, ce n'est pas seulement qu'elle les oblige à repenser ce qu'ils croient acquis — c'est surtout son non-conformisme fondamental.

Et c'est cela qui est réconfortant. Nous n'avons d'autre ambition que de mériter ses éloges. L'épreuve est faite. Nous serions peut-être incapables de déterminer notre orientation collective. Il nous plaît de constater que cette incapacité, loin d'éloigner nos amis, les serre autour du foyer de pensée ouvrière, libre, que nous avons fondé il y a plus de trente-deux ans.

Financièrement sommes-nous hors de danger ?

Pas d'excès d'optimisme. Avec 1.200 abonnés payant régulièrement leur abonnement, nous n'aurions pas de quoi publier dix numéros.

Avec 2.000, nous aurions encore de la peine à publier dix numéros de trente-deux pages. Et nous ne pensons qu'aux dépenses d'imprimerie.

Nous ne pouvons donc renoncer aux souscriptions, aux abonnements de soutien. Mais nous voudrions consacrer exclusivement leur produit à des charges extraordinaires : prospection, diffusion, numéros plus importants, suppléments, etc.

**C'EST-A-DIRE QUE NOS DEPENSES ORDINAIRES
DEVRONT ETRE COUVERTES PAR NOS ABONNEMENTS.**

Il nous faut donc 2.000 abonnés réguliers en 1957-58. Ce qui veut dire que si chaque abonné en recrute au moins un autre, nous avons atteint et même dépassé ce but. Or, nous sommes convaincus que, sans grand effort, chacun peut rapidement gagner au moins un abonné nouveau.

La compétition est ouverte.

Nous établirons le palmarès par abonnés individuels, par départements, par industries.

Et nous commencerons dès le prochain numéro.

Nous avons adressé la « R.P. » à titre de propagande à de nombreux camarades de l'Enseignement.

Nous voulons croire qu'ils entendront aussi notre appel.

Les vacances ont paralysé certaines plumes... mais le numéro d'octobre contiendra les articles promis sur le Congrès du S.N. des Instituteurs.

Le gérant : J.-P. FINIDORI



Editions Polyglottes, 232, rue de Charenton

Révolutionnaire des temps difficiles

Il y a trente-cinq ans, le parti communiste français en ses balbutiements de la première enfance, à peine sorti de la scission de Tours de 1921, à peine baptisé, où de vieux politiciens retors se maintenaient tandis que perçait déjà les futurs aventuriers de la bolchevisation, entendait parler d'Alfred Rosmer, retour de Moscou où il avait participé aux premières grandes démarches de l'Internationale communiste.

Des ricanements accueillait cet ami de Trotsky, dont la discrétion paraissait suspecte, que l'on ne voyait quère aux tribunes des meetings, qui n'avait pas brillé dans le journalisme d'extrême-gauche, qui ne sortait de ses lectures et de ses silences que pour jeter de méprisantes et frémissantes apostrophes aux petits bonshommes finissant avec les héros d'octobre 1917. Amédée Dunois tenta bien, dans un article du *Bulletin Communiste* de présenter le militant que la fraction la plus fidèle à l'Internationale voulait quelques mois plus tard porter à la direction de l'*Humanité* (dont il fut d'ailleurs rédacteur en chef de 1922 à 1924). Malgré cette honnête mise au point, la légende d'un Rosmer, débarqué de Moscou et envoyé de Trotsky, servait trop bien des intérêts sordides pour ne pas être soigneusement entretenue.

Envoyé de Trotsky ? Non. Ami de Trotsky sans nul doute. Une amitié qui ne débuta pas à Moscou, dans l'antichambre du chef de l'Armée Rouge — mais à Paris, pendant la première grande guerre, où Trotsky avant d'être proscrit, cherchait les restes de l'internationalisme socialiste et les trouvait d'abord chez les syndicalistes révolutionnaires, dans le groupe de la *Vie Ouvrière*, chez Monatte et Rosmer, avant même que Merheim (secrétaire de la Fédération des Métaux) et Bourderon (secrétaire de la Fédération du Tonneau) eussent retrouvé à Zimmerwald en 1915 les pacifistes et les révolutionnaires italiens, allemands et russes.

Une amitié qui ne fut pas liquidée avec tant d'autres choses, lorsque le plus grand représentant authentique d'octobre 1917 fut proscrit par Staline. Une amitié qui, en 1940, conduisit Rosmer à Mexico, où les tueurs de Staline menaçaient chaque jour celui dont l'ombre gigantesque terrorisait le Caliquila moscovite, à travers les enceintes et les gardes du Kremlin.

Trotsky qui ne concevait pas la Révolution hors d'un parti révolutionnaire était capable de dominer ses propres conceptions. Il savait bien que Rosmer n'avait jamais été un partisan au sens étroit du terme. Mais il connaissait les *Lettres aux abonnés de la Vie Ouvrière* que Rosmer — mobilisé à Paris — publiait seul (après le départ de Monatte au front) — sans les soumettre à la censure. Il savait aussi la part prise par Rosmer dans la rédaction de l'*Union des Métaux* (2), dans la diffusion des tracts du *Comité pour la Reprise des Relations Internationales* (3). Il lui semblait

normal qu'un parti communiste français fût animé, non par les *débiles successeurs de Jaurès et de Guesde*, non par d'ambitieux « nés de la guerre », mais par les syndicalistes révolutionnaires de la vieille *Vie Ouvrière*, noyau de l'opposition ouvrière et zimmerwaldienne pendant la guerre.

Les origines de Rosmer ne le prédisposaient-ils pas à cette mission ? Ce Français né près de New-York, en ce carrefour du monde, est internationaliste par vocation congénitale. Sa parfaite connaissance du monde anglo-saxon, dont le dynamisme s'est renouvelé en traversant l'Atlantique, l'élève naturellement au-dessus des terroirs et des prés carrés où l'on cultive les préjugés locaux et nationaux.

Formé dans les milieux anarchistes, avant de devenir le collaborateur de Monatte à la *Vie Ouvrière*, il a subi comme toute la jeunesse libertaire de son époque, l'influence d'Ibsen et c'est à un héros du grand dramaturge norvégien qu'il a emprunté le nom sous lequel nous le connaissons. L'auteur d'*Un Ennemi du Peuple*, de *Maison de Poupée*, de *Solness-le-Constructeur*, des *Revenants*, de *Brand*, de *Rosmersholm*, a exalté la rébellion contre tous les conformismes, la force de l'homme combattant seul les mensonges qui établissent la prospérité des cités.

Trotsky a-t-il pressenti que par sa jeunesse ibsénienne, son syndicalisme révolutionnaire, sa vocation internationaliste, Rosmer qualifié pour animer un parti communiste foncièrement nouveau, l'était aussi pour se classer l'un des premiers parmi les ennemis de la bolchevisation et du stalinisme qui ont dissocié l'Internationale communiste et corrompu l'héritage d'octobre 1917 ? Ce que doivent reconnaître ceux des nôtres qui n'ont jamais été trotskystes, qui même ont reproché le rôle de Trotsky dans les premières années de la Révolution russe, c'est qu'une amitié qui naquit d'une rencontre dans la clandestinité de l'opposition à la guerre et se prolongea sous les salves des assassins staliniens, permet de classer Rosmer parmi ceux qu'attire la grandeur tragique de la Révolution et non l'odeur de sang et de chair qui tire la meute hors du chenil.

Il n'est quère facile d'écrire la biographie d'Alfred Rosmer — encore moins de le situer. — Il rendrait un grand service aux jeunes en décrivant son évolution de sa jeunesse anarchiste à son retour en France en 1946 où il reprit tout simplement sa place dans le noyau de la *Révolution prolétarienne*. Monatte disait un jour des bolcheviks — des vrais, des grands — : « *Ils sont différents de nous qui sommes syndicalistes révolutionnaires parce que nous sommes liés au mouvement ouvrier. En 1792 ils auraient pu être des Jacobins* ». Rosmer est-il plus jacobin que syndicaliste ? À lui de nous le dire.

Sans doute se sépara-t-il de la R.P. en 1929 ? On a pensé que c'était seulement sous l'influence de Trotsky. Explication paresseuse. C'est peut-être tout simplement parce que sa morale plus que sa doctrine politique veut que l'on fasse sérieusement ce que l'on fait, que l'on soit sérieusement ce que l'on est. Au métier du révolution-

(1) Rosmer a achevé ses quatre-vingts ans le 23 août dernier.

(2) Organe de la Fédération des Métaux qui parut pendant toute la guerre, sans être soumis à la censure.

(3) Devenu à la fin de la guerre « Comité de la Troisième Internationale ».

naire professionnel, Rosmer oppose la vocation du révolutionnaire sérieux. De l'internationaliste sérieux, aussi. La proscription de Trotsky sonnait le glas de la 3^e Internationale. Mais ce n'était pas une fatalité irrémédiable. Il fallait refaire ce qui avait été détruit, ressusciter octobre 1917. D'où la création de la *Quatrième Internationale*, ce fut Rosmer qui fonda : *La Vérité*, son premier organe français. Si leur sectarisme l'a séparé des trotskystes, il n'en est pas découragé. Et c'est tout normalement qu'il a pris en 1951 la présidence du *Cercle Zimmerwald*.

Mais pour l'édification des jeunes, l'œuvre littéraire de Rosmer serait tout entière à lire. Nous ne pensons pas seulement à son *Histoire du Mouvement ouvrier pendant la guerre de 1914-1918* (monument historique malheureusement inachevé) et à son *Moscou sous Lénine* (4). C'est à lui que nous devons les chroniques les plus « utiles » sur le travaillisme anglais et le syndicalisme américain. Mais tous ses articles de la *Vie Ouvrière* d'avant 1914, de la *Révolution prolétarienne* de 1925 à 1929 et depuis 1947, ont la valeur de témoignages. Rosmer si sévère, lorsqu'il le faut (et hélas ! il l'a fallu souvent) ne manque pas d'objectivité. Il signale les lâches complaisances et les trahisons, mais sait aussi déceler ce qu'il y a de meilleur chez les hommes les plus discutables. Fort peu indulgent pour les politiques

(4) Ce témoignage a été discuté. Mais un témoignage est toujours discutable. Ce qui est indiscutable ici, c'est la sincérité et l'honnêteté du témoin. Parmi les nombreuses « monographies » de Rosmer dignes de figurer dans une bibliographie, signalons son autre « témoignage » sur l'opinion aux Etats-Unis pendant la guerre (paru dans le *Crapouillot*) et sa remarquable étude sur John Dewey, paru dans *Preuves* en 1952, qui met en valeur celui qui fut non seulement l'un des philosophes et pédagogues américains les plus efficaces, mais encore le Président du tribunal constitué pour « juger les procès de Moscou » en 1937.

socialistes, il a rendu hommage à Edouard Vaillant et l'on trouvera dans un article de la *Vie Ouvrière* consacré au congrès socialiste de 1914, deux notes sur Jaures et Guesde qui pourraient figurer dans leur panégyrique.

C'est que ce révolutionnaire sérieux ne néglige jamais l'aspect humain des choses — c'est-à-dire le rôle des hommes. La nécessité historique n'explique pas tout. Peut-être qu'en fin de compte, les « accidents humains » comptent pour peu. Mais là encore la fin ne justifie pas le mépris des moyens. Un militant sérieux et clairvoyant permet peut-être à l'Histoire de gagner du temps... et surtout à ses mandants d'éviter des déboires et des souffrances...

Difficile d'écrire la biographie d'un homme dont la discrétion semble systématique — et s'étend même à tout ce qui caractérise sa vie. Rares sont ceux qui peuvent deviner son âge que sa discrétion dissimule sous sa longue et mince silhouette invariable depuis quarante ans. Rares aussi sont ceux qui connaissent le rôle joué par sa compagne Marguerite Rosmer dans la lutte contre la guerre, dans les œuvres de solidarité et d'éducation. Plus rares encore ceux qui ont découvert le rustique refuge des Rosmer, une sorte de bocage souriant, imprévu dans une grande banlieue plate et monotone.

Pourtant cette modestie volontaire porte une faille : un grand trait de fierté, presque d'orgueil : le choix du nom de Rosmer. Les drames d'Ibsen ne facilitent guère la digestion et le sommeil. Ce sont des œuvres souvent sombres, pessimistes, presque désespérées, d'un symbolisme complexe, où le dur dénouement tombe parfois sur les personnages les plus dignes de notre attachement. Mais abattus, vaincus, les héros d'Ibsen ne s'avilissent jamais, leur fin est même quelquefois le suprême recours contre l'avilissement. Il suffit d'offrir à Rosmer en hommage à ses quatre-vingts ans notre certitude que par toute sa vie militante il est demeuré digne du parrainage qu'il a choisi.

R. H.

Ceux qui ont refusé le déshonneur et la désertion

Pour eux, formés dans la lutte prolétarienne, toujours au contact de la misère ouvrière, la révolution n'a jamais été ce qu'elle est pour tant de nos nihilistes, c'est-à-dire un but qui justifie tout et lui-même. Elle n'a été qu'un moyen, un chemin probablement nécessaire vers cette terre où vivre et mourir ne seront pas une double humiliation.

Ceux pour qui la révolution n'est qu'un moyen savent qu'elle n'est pas ce bien pur qui ne peut être ni trahi ni jugé. Elle peut être trahie et il faut le savoir, car elle tient aux hommes par ce qu'ils ont de plus grand et de plus bas. Elle peut être jugée, car elle n'est pas la valeur la plus haute et si elle vient à humilier ce qui dans l'homme est au-dessus d'elle, elle doit être condamnée dans le temps où elle humilie.

Peut-être est-ce pour cela que j'ai mauvaise conscience les rares fois où je ne suis pas d'accord avec Rosmer — quand par exemple à force d'adhérer à l'époque dont il parle, il en justifie tout et Cronstadt même. Mon premier mouvement est de trouver alors qu'il sous-estime le retentissement énorme qu'eut la dissolution, par les bolcheviks, de l'Assemblée Constituante. Quelles que furent les justifications de cette mesure, elle a été le signe visible que l'arbitraire, légitimé jusque-là parce qu'il s'exerçait contre les anciens oppresseurs, pouvait se retourner aussi contre les révolutionnaires. Mais mon deuxième mouvement, lisant Rosmer qui insiste sur les dangers courus par la jeune révolution, est d'hésiter. Quand on lit de pareils témoignages, quand on voit de quelles luttes et de quels sacrifices certaines vies furent remplies, on peut se demander au nom de quoi ceux qui, comme nous, n'ont pas eu la chance de vivre au temps de l'espoir, prétendraient sur ce point à autre chose qu'à écouter et comprendre.

Parmi tant de guides qui s'offrent généreusement, je préfère choisir ceux qui, comme Rosmer justement, ne songent pas à s'offrir, qui ne valent pas au secours du succès, et qui, refusant à la fois le déshonneur et la désertion, ont préservé pendant des années, dans la lutte de tous les jours, la chance fragile d'une renaissance.

Albert CAMUS

(Préface au livre d'Alfred Rosmer : « Moscou sous Lénine ».)

A TRAVERS LES ASSISES SYNDICALES

Eté 57. Congrès et assises syndicales qui me paraissent revêtir quelque importance et dont il faut parler. Il y a là, évoqués, un certain nombre de problèmes posés aujourd'hui au mouvement ouvrier. Tour d'horizon partiel des thèmes d'actualité, sur lesquels un plus grand nombre d'entre vous devrait donner leur opinion.

AU COMITE CONFEDERAL DE FORCE OUVRIERE : L'ALGERIE

11 mai, à Marseille. C.C.N.-F.O. C'est l'Algérie qui domine cette rencontre, comme cela a dominé le dernier congrès confédéral F.O., encore qu'une partie importante des travaux du C.C.N. ait porté sur la situation économique.

J'avais cru, pour ma part, discerner à la suite des événements de Hongrie, un certain changement d'opinion sur l'Algérie chez pas mal de camarades et beaucoup d'entre eux m'avaient dit : « Nous regrettons les positions prises au Congrès Confédéral sur l'Algérie qui nous empêchent d'apparaître aujourd'hui auprès des travailleurs comme les seuls défenseurs de la liberté, puisque nous approuvons en Algérie ce que nous condamnons en Hongrie. »

En fait, les changements sont à peine perceptibles. Il faut le dire avec force : l'esprit nationaliste reste toujours vivace chez nous. Puisqu'on voit des lecteurs de la R.P. se désabonner parce que la R.P. condamne la politique française actuelle en Algérie, ce qui m'est apparu comme un comble : je croyais naïvement que tous les lecteurs de la R.P. étaient des internationalistes !...

Je pense que tout de même, de plus en plus nombreux sont ceux qui se rendent compte du véritable problème algérien : le soulèvement de tout un peuple pour son indépendance. Mais on n'ose pas le dire : car on ne s'est pas encore rendu compte que plus on reculera la date de l'échéance, plus on tardera à apporter des solutions positives en Algérie, plus ces solutions seront difficiles et plus ces solutions seront préjudiciables à la France. On court tous les jours un peu plus le risque de laisser des extrémistes et des fascistes s'implanter en Algérie ; le risque aussi que d'autres nations créent à notre place les liens d'amitié qu'il nous était possible de tisser avec le peuple algérien.

On n'ose pas le dire encore... C'est pourquoi le discours de Bergeron au C.C.N. qui, lui, osait le dire, tomba dans une sorte de silence accablé. De ce discours, je souligne le parallèle établi entre la situation de la France et des Pays-Bas où l'on nous montre que le standing de vie des travailleurs hollandais a augmenté du jour où leur pays a abandonné son empire colonial.

Cela a été indirectement approuvé par tous les orateurs de ce C.C.N. qui ont dit la difficulté d'obtenir satisfaction sur nos revendications dans de telles circonstances : la classe ouvrière n'a rien à gagner à la poursuite de cette guerre « imbécile et sans issue » suivant l'expression que Guy Mollet employait avant le 6 février 1956.

Il est vrai que j'ai entendu Lafond, du Bureau confédéral, tenir à Lille un langage tout aussi réaliste et commencer à s'inquiéter des emplois, des logements à trouver pour les travailleurs français qui, dans quelque temps, nous reviendront d'Algérie.

Et il y a aussi cet aspect du problème algérien que sont les atrocités commises par les deux ar-

mées, celle du F.L.N. et celle de Lacoste. Cet aspect a été abordé, en particulier, par notre ami Lapeyre qui a demandé une enquête sur les faits qui ont motivé la plainte formulée par la C.I.S.L. contre le gouvernement français.

Mais pourquoi faut-il que Lapeyre fasse le procès de la C.I.S.L. avant de connaître le résultat de cette enquête qu'il a lui-même demandée, et surtout alors qu'il est certain que des exactions de toutes sortes sont commises contre l'U.G.T.A. et qu'il est à peu près certain qu'un responsable national U.G.T.A. a bien été torturé et exposé sur une place publique d'Alger ?

TERRITOIRES D'OUTRE-MER ET INTERNATIONALE

Le problème a enfin été posé à ce C.C.N. de mettre en place des structures fédéralistes nous unissant aux Unions de syndicats des Territoires Autonomes d'outre-mer. C'est un premier pas. Mais nous sommes terriblement en retard à F.O., en la matière. Nous arrivons après les autres centrales syndicales qui ont déjà donné leur autonomie aux sections africaines ; nous arrivons après même le gouvernement français dont la loi-cadre se met en place et à la réception que faisait au C.C.N. le maire de Marseille, Gaston Defferre, le rappelait fort à propos.

A F.O., une commission d'études fera des propositions au C.C.N. de novembre prochain.

AU CONGRES DE LA FEDERATION DES METAUX F.O.

Lille, 2 juin 57. — Le Congrès des Métaux Force Ouvrière s'achève par la lecture des résolutions.

Ce congrès a d'abord marqué la progression des effectifs Force Ouvrière dans la Métallurgie, industrie-clef : plusieurs milliers d'adhérents nouveaux ont été accueilli ces dix derniers mois.

Ceci enregistré avec joie, les congressistes ont tout d'abord cherché à rendre leur fédération plus efficace encore : c'est ainsi que la fédération s'est structurée en branches professionnelles serrant de plus près la réalité ; c'est ainsi que furent étudiés dans le détail les différents composants du salaire ; c'est ainsi que commença à être mis sur pieds une caisse de grève ; c'est ainsi que furent votés des moyens d'action qui, je l'espère, ne resteront pas lettre morte. Bien d'autres questions passionnèrent les débats — celle d'une retriade complémentaire, par exemple.

Mais j'insisterai ici sur deux problèmes d'ordre plus général : le Marché commun et la demande d'adhésion de la Fédération C.F.T.C. à la F.I.O.M.

LE MARCHÉ COMMUN

La ratification prochaine des textes sur le marché commun marquera une nouvelle défaite du syndicalisme qui aura été incapable d'inspirer ce marché commun : tout y a été fait sans la classe ouvrière.

Ce n'est pas un mince sujet d'étonnement que de voir des syndicalistes bailler béatement devant une aussi boiteuse réalisation. La résolution du C.C.N. F.O. est typique. Bien que nous ayons été incapables de marquer de notre empreinte les fu-

tures institutions européennes, nous affirmons sans rire à Marseille : « Dans l'Europe de demain, le syndicalisme libre tiendra une place de premier plan » ; nous pourrions obtenir par « des actions syndicales... rendues rapidement efficaces » « des conventions-cadres européennes », « l'Europe devra être animée par l'action systématique du syndicalisme libre. »

A peine est effleurée une restriction dans un texte dont toutes les phrases sont un acte de foi enfantin dans les destinées européennes : « l'application des traités, malgré l'insuffisance de certaines de leurs dispositions, doit donc aboutir à des structures européennes. »

Le texte des Métaux, à Lille, est heureusement plus nuancé. S'il s'affirme pour le principe d'une économie européenne, il regrette aussitôt que :

« 1. Les traités n'aient pas le caractère supranational reconnu à la C.E.C.A. ;

2. Que le Comité économique et social n'ait qu'un caractère consultatif trop limité et que la représentation des travailleurs y soit insuffisante ;

3. Que rien ne soit prévu pour tendre à la planification des économies européennes. »

Nous sommes, en effet, très loin d'une socialisation européenne. La bataille que nous avons manquée — j'allais dire ignorée — sera-t-il possible de la gagner... dans 17 ans ? Les métallurgistes savent les difficultés qu'ils ont rencontrées à Luxembourg où, cependant, un gros travail a été accompli. Sera-t-il possible d'en faire autant avec le Marché commun ? Une seule chose est sûre pour l'instant : nous partons de plus en arrière pour une ambition plus vaste, puisque le Traité de Marché commun est bien en deçà de celui du charbon et de l'acier.

LES METAUX C.F.T.C. ADHERERONT-ILS A LA F.I.O.M.

On sait que la C.F.T.C. adhère à l'Internationale chrétienne — C.I.S.C. — mais que celle-ci ne possède pas de branches professionnelles. La Fédération des Métaux C.F.T.C. a demandé son adhésion à la F.I.O.M., l'internationale professionnelle des ouvriers sur métaux de la C.I.S.L. Consultés par référendum, 60 % des métallos C.F.T.C. ont été favorables à la demande d'adhésion, mais les syndicats du Nord et de l'Est ne se sont pas contentés d'une opposition platonique à cette initiative : ils ont menacé de scission. De son côté, le Bureau confédéral C.F.T.C. a marqué très nettement son opposition à tout contact organique, de près ou de loin, avec la C.I.S.L.

Le problème de fond posé à la C.F.T.C., c'est de savoir si cette organisation restera ou non une organisation cléricale : nous en reparlerons tout à l'heure : la majorité confédérale veut garder sa « référence à la morale chrétienne », une minorité voudrait plus de laïcité.

Cette situation se devait d'être évoquée au Congrès des Métaux Force Ouvrière. Nombreux furent les orateurs qui donnèrent leur opinion. Beaucoup stigmatisèrent le cléricisme de certains membres C.F.T.C. D'autres dénoncèrent cet opportunisme d'une souplesse extraordinaire que pratique un peu partout — ont-ils dit — la C.F.T.C. : les positions changent parfois en quelques heures, à moins qu'on ait eu l'habileté de n'en point prendre ou de les prendre tout à la fois, fussent-elles contradictoires.

Finalement, la position du congrès F.O. fut sage. On se félicite de cette ouverture internationale, de la part de la C.F.T.C. Mais on propose que cette ouverture ait aussi lieu à l'échelon national et que des contacts soient pris entre les deux fédérations de métallos F.O. et C.F.T.C., afin que les positions

soient concordantes sur le plan national comme sur le plan international, et que le pas en avant fait par la C.F.T.C. sur le plan international corresponde à un pas en avant sur le plan national.

Que fera la Fédération des Métaux C.F.T.C. ? Elle s'est elle-même engagée dans un processus qu'elle ne peut plus arrêter. Ou elle continue dans la voie courageuse qu'elle a ouverte, au risque de provoquer chez elle une scission mais en rencontrant, de notre côté, une sympathie plus grande ; ou elle tourne court et alors les métallos F.O. garderont leur ressentiment.

Ce qui sera de toutes façons impossible, c'est que la C.F.T.C. joue sur les deux tableaux : faire des sourires à la F.I.O.M. sans y adhérer. Un choix net et sans bavures est aujourd'hui à faire : il sera important pour le mouvement ouvrier.

LE CONGRES CONFEDERAL C.F.T.C.

Asnières, 9 juin 57. Congrès confédéral C.F.T.C. Le leader minoritaire, Mathevet, accuse le bureau confédéral d'avoir envoyé une circulaire aux curés de la région parisienne pour leur demander leur appui en faveur des candidats C.F.T.C. aux élections de Sécurité sociale de novembre 1955.

Levard, secrétaire général, apporte son approbation et celle du Bureau confédéral à l'envoi de cette circulaire. L'orage éclate dans la salle « Trahison ! Démission ! »

C'est un tournant de ce congrès : il s'agit bien d'une bataille pour la laïcité. Et une opposition fondamentale entre les deux conceptions du syndicalisme. La cohabitation entre les deux serait impossible.

Cette opposition a voulu s'envelopper de formules : « supprimer toute référence à la morale chrétienne nous engageait dans une expérience qui gaspillerait des forces, ce que nous n'avons pas le droit de faire » précisa Levard.

Mathevet avait déjà répondu en 1955 : « le choix n'est pas entre le stalinisme et le monde bourgeois capitaliste décadent qu'on « humaniserait ». Il est entre le socialisme totalitaire et technocratique du stalinisme et un socialisme non de parti mais de conception économique qui respecte et qui assure les libertés véritables auxquelles le mouvement ouvrier a toujours été traditionnellement attaché : libertés syndicales, politiques, spirituelles. Par conséquent un socialisme démocratique. »

Mais, « morale chrétienne », « socialisme démocratique » : qu'est-ce à dire ?

De part et d'autre, à Asnières, on s'est lancé des noms à la face pour attirer des précisions.

— « Quel socialisme ? demanda Bouladoux, celui de Ramadier ou celui de Lacoste, celui de Bevan ou de Gaitskell, celui de Guy Mollet ou d'André Philip, de Nenni ou de Saragat ? »

— « Quelle morale sociale, répliqua un délégué du Roussillon, Gilot, celle d'Adenauer, de Franco ou de Bidault ? »

★

Grave est aussi l'accusation lancée par Schmitt, de la Fédération des Finances qui s'élevait contre l'orientation des militants de la minorité qui tend à politiser l'action des syndicalistes chrétiens.

Une réaction était à faire, à la C.F.T.C. Souvent, dans le passé, on y couvrait, sous prétexte d'apolitisme, une politique réactionnaire. Mais, en sens inverse, le danger apparaît aussi grand de tout politiser, danger auquel n'échappent pas certains « minoritaires ».

Une confusion subsiste de toute évidence à ce sujet, dans l'esprit d'un grand nombre de camarades : on intitule ici, la minorité C.F.T.C. « la minorité Reconstruction ». Bien que les groupes Re-

construction aient dit qu'ils s'engageaient strictement sur le terrain politique. Peut-être ne l'ont-ils pas dit assez ? Peut-être, pour plus de clarté et pour éviter que soient confondus les domaines du politique et du syndicalisme, peut-être serait-il opportun qu'ils changent de nom ?

Notons encore au passage — et c'est symptomatique — que les attaques faites contre F.O. ne sont venues à ce congrès C.F.T.C. que des majoritaires.

Mais la question la plus spectaculaire que tout le monde se pose est celle de savoir si la minorité deviendra majorité un jour.

Beaucoup d'entre nous avaient été impressionnés par la progression rapide, ces dernières années, de la tendance minoritaire. Chaque congrès biennal apportait une augmentation sensationnelle de son influence, de sorte qu'on pouvait penser qu'un mouvement de tendance se produirait tôt ou tard.

En 1955, la minorité groupait 40 % de suffrages. Elle s'est trouvée légèrement en hausse en 1957 avec 43 % des suffrages.

Mais une modification de statuts proposée par le Bureau confédéral et acceptée par le Congrès relègue cette minorité à 37,5 %, de sorte qu'on peut aujourd'hui affirmer qu'il nous paraît difficile que la minorité soit un jour majorité.

En effet, en supposant, dans les deux ans à venir, la même progression que pendant les deux années précédentes, la minorité serait toujours en 1959, à 40 %, comme en 1955.

Mais il faut penser que — l'expérience de cette modification de statuts le prouve aujourd'hui — la majorité ne s'en laissera pas conter ni avec des cris ni avec des formules. Elle défendra d'autant plus fermement sa place qu'elle y trouvera un argument spirituel et dira que, conservant ses postes, elle défend l'influence de l'Eglise et qu'il ne peut s'agir, en conscience, de changer d'attitude.

Les minoritaires gardent cependant confiance. Ils ont analysé, à travers leur progression, l'origine sociale, l'âge de ceux qui leur font confiance ; et cette base de recrutement est pour eux le signe que leur audience s'accroît dans l'avenir. La jeunesse et l'ardeur de leurs militants, leurs progrès dans des secteurs professionnels importants, comme la métallurgie, est certainement un signe positif.

Quoi qu'il en soit, entre une conception cléricale et une conception d'indépendance du syndicalisme, dans le respect de toutes les croyances... il nous paraît intéressant de voir une centrale syndicale être sur le point de choisir.

C'était cela qu'il importait aujourd'hui que nous notions.

M. CHAUSSE.

LES APPAREILS ET LA DEMOCRATIE

L'article d'Ignazio Silone publié sous ce titre dans la « R.P. » de juillet-août 1957 ouvre une enquête. Paru dans « Tempo Presente », la revue qu'animait Silone et Chiaromonte, ce texte a déjà suscité diverses réponses en Italie. Il y a intérêt évident à ce que le débat s'élargisse. Silone compte notamment sur les militants syndicalistes français pour participer à cette étude collective.

Alfred Rosmer a déjà répondu directement à « Tempo Presente ». Pierre Monatte envisage lui aussi une contribution. Il faudrait que d'autres militants, en France, en Belgique, en Allemagne, en Angleterre, se mettent au travail. L'enquête des amis italiens en sera enrichie. Et cela fera de bons textes pour nous.

Le VII^e Plénum de la C.N.T. d'Espagne en exil

Pendant trois jours, les délégués des fédérations locales de la C.N.T. en exil se sont réunis en plénum. Plénum, et non pas congrès, car les émigrés estiment que les assises souveraines ne pourront se tenir qu'en Espagne. Mineurs des barrages des Aïpes, bâtimentiers de Toulouse ou de Paris, métallos de Bordeaux ou de Lyon, ouvriers agricoles de la Beauce ou du Languedoc, ces délégués sont pour la plupart des militants chevronnés. On retrouve parmi eux ces anonymes qui furent les matières vives de la Confédération, devinrent hommes publics de 1936 à 1939, et sont retournés à la pioche, aux manivelles ou au marteau-piqueur sans crise psychologique. Celui-ci fut secrétaire de la régionale de Catalogne ; celui-là organisa la F.A.I. dans les Asturies ; ce troisième a rempli les fonctions de responsable national dans la clandestinité. Des hommes qui connaissent donc et le prix de l'audace, et celui de la peine. Il y a des jeunes aussi ; plus francisés, moins brulants dans leurs interventions. L'âge moyen est la quarantaine. Dix, quinze ans de vie hors d'Espagne, et pour beaucoup un nouvel enracinement en France. Le comportement individuel et l'orientation de l'organisation s'en ressentent.

Le formalisme démocratique est scrupuleusement respecté. La moindre incartade d'un responsable est toujours signalée, et sans périphrases. Et pourtant ces responsables sont mal payés, à peine le minimum vital, et sur eux repose le fonctionnement intérieur et extérieur de la centrale. Les commissions sont désignées en assemblée plénière, et leurs travaux épiluchés. D'où l'abondance oratoire, la multiplicité des incidents et des motions d'ordre. D'où aussi la difficulté à réaliser l'unanimité pour désigner les nouveaux élus. Sans cesse, pour réduire les divergences et huiler les frictions, reviennent les appels et les adjurations : « Seule la C.N.T., sa puissance, son avenir, son rôle comptent ». Il y a une part de rouerie là-dedans, mais aussi une grande part de foi authentique. La majorité de ces activistes n'auraient pu conserver l'espoir, entretenir le réseau des liaisons, faire vivre la communauté, s'ils n'avaient senti que la C.N.T. était plus qu'eux-mêmes, mais qu'elle ne vivait que dans la mesure où ils apportaient chacun leur part entière.

Sans doute l'émigration a-t-elle usé l'organisation quantitativement. La mort, la fatigue, l'attentisme ; tout cela et les querelles intérieures ont éclairci les rangs. Mais qu'une émigration politique soit vivante, organisée et combattive près de vingt ans après l'exode est exceptionnel. Que l'on songe aux émigrations de l'Est, avant et après la guerre...

Trois hypothèses ont plané sur les travaux, influençant les débats lors même qu'elles n'étaient pas envisagées explicitement ou discutées. L'immédiat avenir de l'Espagne, évidemment ; l'isolement international ; l'état de scission du mouvement confédéral.

C'est le désir de tout tenter pour accélérer la chute du régime franquiste qui a poussé la C.N.T. à admettre l'alliance avec toutes les forces antifranquistes. Non sans inquiétude, et avec le corollaire immédiat d'une proposition d'alliance avec l'U.G.T., de façon à donner à l'élément ouvrier un rôle décisif dans la reconstruction de l'Espagne post-franquiste.

Le sentiment désagréable de se trouver sans lien organique dans le monde du travail — l'A.I.T. est

désormais réduite à quelques groupes de propagande — a provoqué un intérêt certain pour la vie internationale, facteur récent et rare chez les Espagnols. D'où la recherche de contacts, l'étude des courants proches, la proposition pratique de créer une commission internationale où il serait possible de travailler avec les syndicalistes de Scandinavie, de Hollande, de France, d'Amérique latine.

Et enfin, la division de la C.N.T. en deux tronçons. Certes, la C.N.T. organisée sous le signe du Comité national clandestin d'Espagne, et qui s'intitule modestement « Sub Comité » en exil, espère que la rentrée au pays entraînera une mise au point définitive, et que les deux fractions s'inclineront devant l'arbitrage de la C.N.T. de l'intérieur rendue à la vie organique normale. Cela n'empêche pas que le temps et les efforts consacrés aux polémiques ne soient perdus pour la lutte antifranquiste et pour les tâches syndicales elles-mêmes. S'il existe de grandes et graves divergences d'ordre organisationnel et tactique entre les deux C.N.T., il apparaît cependant que ce n'est pas en elles que résident les obstacles majeurs à une entente et une réunification. A côté de « trentistes », figurent, parmi les animateurs du « Sub Comité », des anciens FAIstes, qui ne renient rien. Aussi, ouverte ou inavouée, la nostalgie de l'unité rôde.

Le meilleur chemin pour réaliser l'unification passe sans aucun doute par la connaissance des problèmes de l'Espagne d'aujourd'hui, et la recherche objective des solutions ouvrières qui y correspondent. C'est ce que le VII^e Plenum semble avoir compris. Peut-être les délégués de l'autre C.N.T., qui se rassemblaient dans cette même ville de Toulouse le jour où le plenum s'achevait par un meeting public, ont-ils entendu la voix de leurs compagnons de lutte, écho de la classe laborieuse espagnole, et qui, dans le désespérant désert du mouvement ouvrier international, maintient l'espoir.

Louis MERCIER.

Bref commentaire

Dans le numéro de juin dernier, le camarade Mercier a publié un article consacré à l'actualité espagnole qui ne manque pas d'intérêt. Celui qui suit pas à pas le mouvement ouvrier et qui connaît notre tempérament autant que les caractéristiques de notre C.N.T. peut seul se hasarder à traiter de l'extérieur un sujet aussi complexe. Et vraiment, à mon avis, il nous a parlé avec justesse.

Rien de plus opportun que de mettre en évidence ce vide dans lequel nous nous trouvons et que recouvre la grandiloquence des mots « liberté », « anarchie », « communisme libertaire »..., et nous pourrions encore y ajouter les concepts qui peuvent donner satisfaction *verbale* à l'idéaliste le plus intransigeant, évidemment dégagé de toute préoccupation quant aux moyens, aux modes de production, aux aspects particuliers de chaque secteur économique, voire à la géographie, c'est-à-dire aux éléments essentiels de toute transformation de la vie d'un pays. La démagogie a par trop manipulé certains termes qui exigent plus de respect que les truismes banals des meetings, lesquels deviennent à force aussi vides de sens que jacassements de pies.

De même, il est bon de fustiger les prétentions des ministrables dont le nombre — soit dit en passant — va croissant, et qui jugent que la fatalité de l'époque interdit toute solution qui ne soit pas appliquée par décret. Si l'on peut penser qu'un jour il sera utile de prolonger l'action syndicale

par une activité politique, encore faut-il en étudier la forme ; si l'on accepte qu'un camarade défende ses convictions dans le domaine politique, dans la mesure de ses possibilités et — pour autant qu'il le fasse — après avoir rempli ses fonctions dans l'organisation, tout cela ne signifie nullement que l'on doive accepter *a priori* la thèse de l'intervention politique de la C.N.T., sans autres références dans le passé qu'une série d'échecs. Les défaites nous obligent à étudier nos problèmes et à les poser tels qu'ils surgissent, en fonction des buts que nous nous sommes fixés. L'Espagne doit résoudre un problème religieux et militaire en plus de tous ceux que nous connaissons et qui réclament des mesures radicales qui ne pourront jamais être prises par des politiciens du « donnant donnant ».

Ce que le camarade Mercier constate, c'est que nous continuons à observer la tragédie espagnole comme si nous étions dans quelque lointaine partie du monde alors qu'il nous faudrait étudier la situation quotidienne de façon à proposer des orientations qui, dès aujourd'hui, peuvent revêtir la valeur de revendications et qui, dans les jours qui suivront, contribueront à l'établissement du programme qu'en tant que centrale syndicale nous devons nous efforcer d'appliquer.

Je voudrais m'expliquer clairement en ce qui concerne une question que le camarade Mercier juge d'un point de vue orthodoxe et qui, pour cette raison sans doute, lui échappe.

Le document-réponse adressé aux forces de droite et que les partis et les organisations de l'exil signèrent le 23 février, n'accepte pas la monarchie ; bien au contraire, ce texte n'a été signé que pour prendre position contre l'établissement *de facto* de la monarchie et pour réclamer l'organisation d'un plébiscite par lequel le peuple espagnol déterminerait le type de régime constitutionnel qu'il désire.

Tout comme Mercier, j'ai déclaré, avant de signer, que le document en question ne représentait rien en soi, mais rappelait que, pour toutes les organisations politiques et syndicales de l'exil, l'Espagne et Franco sont des réalités : l'Espagne, comme raison positive de notre existence, et Franco comme raison négative. Ainsi envisagé, le document apporte trois points valables :

- 1^o) Il fait apparaître une communauté de vues concernant la solution de notre problème, communauté qui ne s'était jamais manifestée jusqu'à présent malgré vingt ans d'émigration ;
- 2^o) Il révèle l'opposition ouverte au franquisme de forces qui furent son soutien ;
- 3^o) Compte tenu de la position intransigeante de l'opposition en ce qui concerne le problème de l'unité confédérale et celui de l'entente avec les autres organisations en exil, on peut, s'il reste un peu de logique au monde, dire que le slogan des deux C.N.T. — que le parti socialiste a si magnifiquement exploité pour pouvoir évincer la centrale syndicale la plus importante de la discussion des affaires d'Espagne — ne peut plus servir.

D'accord donc avec ce que tu dis dans ton article, mon cher Mercier ; mais que ceux qui sont intéressés par notre cause n'oublient pas que la C.N.T. ne se trouve pas seulement placée face aux préoccupations fondamentales de l'organisation, mais qu'elle doit soumettre celles-ci à la préoccupation majeure de la libération de l'Espagne sans laquelle nos forces déclineront et s'useront, et avec elles ce grand espoir qu'est la C.N.T., pour toi et tous les libertaires du monde.

Manuel FABRA.

ENCORE LA RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT

TRONC COMMUN... OU PLANTS DE SERRE

Les difficultés financières et monétaires, peut-être les conflits sociaux risquent de compromettre quelque peu la Réforme de l'Enseignement lors de la rentrée parlementaire.

La question cependant est posée depuis longtemps, avant la guerre déjà et depuis la Libération. Pas seulement posée. L'enseignement a été quelque peu remanié depuis trente ans. Mais on n'a pas réussi à ébranler sur ses bases séculaires la vieille Université.

C'est-à-dire que tous les plans de rénovation ont subi le sort de pas mal de plans ; on a pu s'y référer, s'en inspirer. On n'a jamais appliqué tout le plan d'un seul bloc, ce qui brise la logique même du planisme.

Cependant les conditions d'une Réforme, les débats engagés méritent de retenir l'attention des militants syndicalistes, au moins par leurs aspects d'ordre concret et social. Nous allons appuyer sur les points les plus édifiants, réservant pour une étude ultérieure, des généralités sur la Réforme de l'Enseignement.

LA CROISSANCE DU DEUXIEME DEGRE

En réalité nous assistons depuis plusieurs décades à des tentatives d'adaptation de l'Enseignement à l'évolution industrielle. L'extraordinaire développement du « Technique » est un phénomène caractéristique à cet égard. Mais le problème crucial, c'est la compétition entre les diverses « élites » autour des cadres supérieurs de l'Etat. C'est aussi celui du rajeunissement de ces élites et du renouvellement de ces cadres. En fin de processus, le conflit entre les mandarins (produits de la lente « imprégnation » du Secondaire) et les technocrates qui se disputent les charges de l'Etat.

La réalité pose des problèmes qui nous touchent plus directement.

D'abord l'augmentation de la population scolaire par la forte natalité d'après-guerre.

De 1936 à 1950, le nombre d'enfants soumis à l'obligation scolaire tombe de 5.400.000 à 4.300.000 approximativement. Mais de 1950 à 1955 il remonte en flèche, dépasse 5.500.000 et en 1960 il touchera presque le plafond de 6.500.000 pour se fixer en 1970 à 5.700.000.

Mais un phénomène distinct du premier — dont il subira d'ailleurs le contre-coup après 1960 dans le sens d'une accélération — c'est une augmentation constante et rapide des effectifs du deuxième degré.

Les lycées et collèges publics de 1925 à 1955 ont vu leurs effectifs, à la suite de l'institution du lycée gratuit, grimper de 243.000 à 496.000 (les établissements secondaires et privés montent également de 103.000 à 373.000 élèves).

Mais — ce qui prouve un mouvement irrésistible dans les familles d'ouvriers et d'employés — les cours complémentaires, prolongement du primaire, qui appliquent aujourd'hui les programmes du deuxième degré et ont pris souvent la place des anciennes écoles primaires supérieures, ont connu une progression d'effectifs plus importante proportionnellement. De 51.000 élèves en 1925 à 256.000 en 1955 dans l'enseignement public — de 29.000 à 70.000 dans l'enseignement privé.

En 1955 on comptait donc 1.197.000 élèves du

deuxième degré, auxquels il convient d'ajouter 330.000 élèves des établissements techniques.

On peut ajouter à cela deux observations fondamentales :

1) C'est d'abord que la scolarité au delà de 14 ans est réalisée pour 83 % des enfants parisiens, 53 % pour ceux des autres villes, le pourcentage étant naturellement beaucoup plus faible dans les campagnes ;

2) C'est que la gratuité des études secondaires a eu comme seul résultat notable de grouper les enfants des familles privilégiées et ceux des classes moyennes dans les mêmes établissements où l'on ne rencontre qu'un nombre réduit d'enfants d'ouvriers industriels ou agricoles. Sur le total des premiers, 21 % entrent dans les lycées et collèges à 11 ans, 13 % des seconds, tandis qu'on y rencontre de 67 à 87 % d'enfants dont les pères appartiennent à l'aristocratie industrielle, financière, commerciale, administrative ou aux professions libérales (1). A la sortie, le déséquilibre s'est nettement accentué. **Parmi les étudiants de Faculté, on ne rencontre que 2,5 % de fils et filles d'ouvriers et 0,4 % de fils et filles de salariés agricoles.**

Au contraire, 60 % des fils d'ouvriers choisissent les cours complémentaires.

Dans l'enseignement technique, les centres d'apprentissage comptent plus de 75 % d'enfants de salariés et d'artisans, tandis que les collèges techniques et les écoles professionnelles plus de 20 % et plus de 15 % d'enfants de patrons et de cadres supérieurs (tenir compte, bien entendu, de la faible densité de la population en cette classe privilégiée).

On pourrait en tirer la conclusion que si les cours complémentaires et les centres d'apprentissage n'existaient pas, la classe ouvrière aurait le droit de se désintéresser de toute réforme de l'enseignement.

L'évolution économique implique une autre nécessité sur laquelle nous n'insisterons pas ici — non que son importance nous échappe — : celle de valoriser le scientifique en face du classique, et surtout de surclasser le technique supérieur.

L'ESSENTIEL DU PROJET ACTUEL

Depuis les grands plans élaborés à Alger en 1943 ou par la commission Langevin en 1945 — théoriquement révolutionnaires — presque tous les ministres de l'Education nationale qui se sont succédé ont voulu attacher leur nom à une réforme plus ou moins générale.

Le dernier projet après remaniements par les conseils universitaires se présente ainsi en ces grandes lignes :

1) Prolongation jusqu'à 16 ans de l'obligation scolaire :

2) Obligation pour tous les enfants de 11 à 13 ans de suivre les cours du Tronc commun, de se grouper dans les mêmes classes pour étudier les matières communes fondamentales. Il a été constaté en effet que l'orientation décidée à 11 ans n'était jamais déterminée par la vocation et les possibilités

(1) Il est intéressant de noter que les classes élémentaires des lycées existent toujours, réservées exclusivement aux enfants de la bourgeoisie. Il serait intéressant de connaître le pourcentage de ces privilégiés admis en 6^e.

de l'enfant, qu'on lui attribue arbitrairement sans examen valable et honnête ;

3) Equivalence du baccalauréat technique et du baccalauréat classique. Effort pour amener un plus grand nombre d'élèves aux études scientifiques et techniques.

De ces trois bases fondamentales, c'est surtout la seconde qui a provoqué des oppositions à peu près irréductibles et fort dangereuses. Il suffit de les énumérer pour les qualifier

— Celle de la **Fédération des parents d'élèves des lycées et collèges** ;

— Celle de la **Société des agrégés** ;

— Celle de l'**Académie Française**, « hérisson » réactionnaire.

Au sein de la **Fédération autonome de l'Éducation nationale**, le **Syndicat de l'enseignement secondaire** s'est constamment opposé sur cette question à tous les autres syndicats nationaux. Il a fini par accepter de mauvaise grâce un tronc commun où les options seraient préparées dès le premier mois de la première année. En fin de compte, il a voté contre le projet, parce que l'on n'a pas accepté de réserver aux licenciés la charge des classes dans le Tronc commun.

C'est en dehors des autres problèmes, sur cette question, sur l'opposition au primaire, sur l'intransigeance du secondaire que nous voudrions attirer l'attention.

LES ÉLÈVES DU PRIMAIRE NE SAVENT-ILS PLUS NI LIRE, NI ÉCRIRE, NI COMPTER, NI APPRENDRE ?

Si les adversaires de la Réforme s'unissent contre la « primarisation » de l'enseignement secondaire, certains partisans, sans doute pour faire avaler plus facilement leurs critiques de l'enseignement secondaire, soulignent les insuffisances actuelles de l'enseignement primaire.

Ainsi le syndicat général de l'E.N. (C.F.T.C.) dont le plan publié dans son organe officieux : « Reconstruction » d'octobre 1955, révélant un esprit au moins aussi hardi que celui de la Fédération autonome et certainement plus que celui du Syndicat autonome de l'enseignement secondaire, contient une condamnation de « l'encyclopédisme du premier degré où sous prétexte d'ouvrir l'esprit des enfants on a systématiquement méprisé le rôle de la mémoire et de l'automatisme. Les méthodes employées depuis plusieurs années porteraient une part de responsabilité dans l'échec. »

Il est vrai que les méthodes nouvelles — celles de l'École active — ont pénétré dans l'enseignement primaire. Mais il est abusif de conclure qu'elles y dominent, d'affirmer qu'elles ont influencé la formation de la clientèle qui afflue dans le secondaire depuis dix ans. Il faudrait une évaluation plus exacte et un jugement plus nuancé.

Voici la **Fédération des parents d'élèves du deuxième degré** « ... masse de manœuvre contre la Réforme ». A son congrès de mai 1957, un certain M. Guedet (des Pyrénées-Orientales) « croit à la faillite de l'enseignement du premier degré ; les élèves ne savent plus ni lire, ni écrire, ni compter (en particulier ne savent plus analyser) ».

Les slogans changent... Pendant longtemps, on se plaignait d'élèves ignorant les départements, chefs-lieux et sous-préfectures. Surnage maintenant la nostalgie de ces reposantes analyses grammaticales et logiques qui remplissaient des pages de cahiers et assuraient la tranquillité des maîtres et des parents (2).

(2) Bien entendu, nous ne condamnons pas « l'analyse » moyen de contrôle décevant des connaissances en terminologie grammaticale, mais méthode excellente d'étude de la syntaxe et du style d'un auteur.

Mais voici un jugement définitif prononcé par M. Léon Emery, ancien professeur d'École normale de Lyon, qui exerça sur des générations d'instituteurs du Rhône une influence que nous apprécions d'autant mieux que nous l'avons nous-même subie : « **Nous voyons d'abord une école primaire que l'on tente de soumettre toujours mieux à une pédagogie moderne ou moderniste qui serait tout aussi bien nommée une démagogie (sic !)** et dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle anticipe avec une témérité insensée (re-sic !) sur les résultats d'une science de l'homme tout à fait problématique et peut-être impossible. L'efficacité d'une telle politique se mesure au fait qu'en proportion croissante les élèves ainsi formés ne savent plus ni lire, ni écrire, ni compter, ni écouter, ni apprendre. » (« Les Cahiers Libres » de février 1952).

Notons en passant que M. Emery a instruit des éducateurs pendant de longues années. Comment ceux-ci pouvaient-ils envisager de former des hommes, puisque l'on ignorait — comme on l'ignore encore — « la science de l'homme ». Peut-être leur suffisait-il d'écouter M. Emery ?... Celui-ci d'ailleurs devait déjà mépriser ces futurs maîtres et leurs futurs élèves. N'écrit-il pas pour accentuer son jugement péremptoire : « **L'enfant pénètre ensuite dans le secondaire. Il s'y perd dans la cohue des médiocres dont la pesante présence abaisse forcément le niveau des études.** »

Dans cette cohue, il y a tous les bénéficiaires du lycée gratuit, il y a aussi les normaliens d'aujourd'hui.

Cependant Monsieur Emery dénonce : « **la planification étatique intégrale, la mécanisation complète** tout ce que représente le communisme stalinien. » Vérités incontestables pour nous. Mais qui perdent de leur force, sous une telle plume.

EDUCATION ET INITIATION

Nous le regrettons pour quelques-uns de nos amis. Mais ces rapprochements éclairaient toutes ces condamnations définitives de l'école primaire. Ce que l'on ne pardonne pas à celle-ci c'est son effort — bien insuffisant cependant — pour développer la spontanéité de l'enfant et l'encourager à l'effort libre.

Contentons-nous de recommander aux détracteurs de l'École active de s'informer sérieusement, avant de juger. Que des abus aient été commis, qu'un nouveau formalisme se soit souvent substitué à l'ancien, que même certains n'aient vu dans « l'activité des enfants » qu'une justification de leur propre passivité... nous en convenons, sans aucune gêne.

Il faut également se garder des systèmes. M. Emery a raison de dénoncer la témérité de ceux qui anticipent sur les conclusions d'études encore incertaines et qui transforment les enfants en cobayes pour expériences confirmantes. Mais cette prudence scientifique ne s'exerce qu'à sens unique, contre les novateurs et non contre les conservateurs. Il est fort possible que ceux-ci soient plus efficaces, c'est-à-dire fabriquent des sujets connaissant parfaitement les « mécanismes de base ». Si c'est là le but de M. Emery, s'il possède le secret découvrant au milieu de cette cohue des médiocres, le caïd prédestiné... il suffit en effet d'assurer à la masse les moyens d'une obéissance à la fois passive et rentable. Nourris de gros pain noir trempé dans la soupe... ou de la platée de riz, poussés entre les pavés ou dans les ornières, sur des jambes en cerceau... les enfants de l'Occident en 1830, de la Chine en 1920... pouvaient facilement être intégrés dans le personnel des usines, mines ou ateliers, et l'immense mortalité ne diminuait guère le poids de la cohue. La périculture est en ce cas un luxe inutile.

Ce qui nous paraît beaucoup plus grave d'ailleurs que la témérité des novateurs, c'est la magistrature des girouettes... qui tournent au vent dominant et

qui fixent toujours avec la même intransigeance l'orientation provisoirement certaine. Le plus bel exemple nous est fourni par d'éminents professeurs ex-staliniens ou autres qui inventent des théories scientifiques pour légitimer les tournants. C'est ainsi que l'on a longtemps prôné l'apprentissage de la lecture par la méthode globale qui va du mot à la lettre. On admet qu'elle soit discutable. Mais s'il est vrai qu'elle est condamnée aujourd'hui en termes scientifiques par ses anciens promoteurs, on ne discute plus... on rigole doucement.

C'est d'ailleurs là un excellent exemple de l'heureux empirisme de la pédagogie moderne. Une hypothèse biologique soutient que l'enfant suit à la mesure de sa vie le processus suivi par l'humanité des temps préhistoriques à l'ère industrielle. Or l'écriture naquit du dessin (auquel on attribuait souvent une valeur magique) et ne devint « syllabique » puis alphabétique qu'après une longue évolution. Que l'hypothèse soit vérifiée, c'est une autre question. Qu'elle s'en inspire ou non, la méthode globale, sans avoir totalement réussi, a abouti à d'incontestables résultats. A une condition cependant... c'est qu'on respecte ce principe essentiel de toute pédagogie : **« que le temps ne fait rien à l'affaire », qu'il est à la fois antipédagogique et inhumain de vouloir que les petits d'un cours préparatoire sachent tous lire en trois mois.**

Car hors de tout système, cette pédagogie « moderniste » flétrie par M. Emery obéit à deux tendances négatives fondamentales : **contre l'imbécile standardisation qui veut le rendement homogène maximum dans le minimum de temps, contre « l'encyclopédisme primaire », c'est-à-dire l'obligation d'apprendre pendant la scolarité obligatoire tout ce qu'il n'est pas possible d'ignorer.**

Certes le « culot » vaut la plus convaincante des démonstrations. Il faut en avoir pour incriminer les pédagogues modernes de l'enflure des connaissances à acquérir, alors qu'ils s'efforcent justement de décharger l'enseignement primaire des exposés magistraux et des résumés à « apprendre par cœur ». Deux termes résumant fort bien sa mission : **éducation et initiation (3).**

Cela ne veut pas dire que l'on exclut ces fameux automatismes dont on ne sait parait-il plus user à onze ans. Mais il est proprement absurde de les lier soit à des règles théoriques, soit à la répétition de formules apprises. Apprendre à lire, écrire, compter... peut fort bien obéir aux mêmes règles qu'apprendre à conduire une auto. C'est-à-dire que le geste d'abord étudié — non sans risques — doit devenir réflexe habituel. Mais l'épreuve concluante consiste à vérifier la rapidité du geste spontané devant l'obstacle imprévu. Lire des textes scolaires à style uniforme, transcrire un texte sous la dictée, résoudre des problèmes selon des « types », ce n'est pas savoir lire, écrire et compter.

En basant sur l'action — et les servitudes fort lourdes qu'elle impose et les nécessités pratiques qu'elle commande — toute acquisition d'automatismes, l'École active reprend simplement la pratique de tous les pédagogues efficaces des temps passés.

L'initiation avant l'acquisition de connaissances dans toutes les disciplines, c'est là une idée qui défrise les spécialistes... peut-être parce qu'ils en-

tendent dispenser les connaissances, sans qu'on puisse en contrôler l'origine. On ne parlait pas encore d'École active avant 1914, lorsqu'on avait publié la collection des initiations d'où se détachait celle de Laisant — grand savant libertaire — **« l'Initiation mathématique ».**

Nous pourrions insister aussi sur l'initiation à la vie sociale et à la morale — également d'origine primaire — qui s'est affirmée par l'intéressante initiative de la coopération scolaire, même par la création de républiques d'enfants. Notre Albert Thierry qui couronnait ses **« Réflexions sur l'éducation »** par son admirable morale du **« Refus de parvenir »** n'avait levé de disciples que dans une élite primaire et une élite syndicaliste. Si nous avons un regret à formuler, c'est que cet esprit se soit affaibli dans le corps des instituteurs... quelque peu perméable aujourd'hui aux séductions... des coefficients hiérarchiques et de l'ascension sur l'échelle des situations universitaires.

LE JUTEUX DE SERVICE CLASSAIT LES COPIES, SELON LA CALLIGRAPHIE ET L'ORTHOGRAPHE

Si de la carence des automatismes, l'on ne peut incriminer les méthodes nouvelles, faudrait-il en chercher la cause dans les séquelles de la guerre, dans les trépidations d'une civilisation basée sur la rapidité des déplacements, des visions et des auditions. On oublie en effet que depuis 1950 il n'est pas un élève du deuxième degré qui ne soit un produit de guerre ou qui n'ait subi la guerre pendant sa première enfance. S'il y a, d'autre part, discordance entre la classe et le milieu moderne, il faudrait alors blâmer l'enseignement élémentaire, non de ses innovations hasardeuses, mais d'un conservatisme contrariant l'adaptation nécessaire à une inévitable évolution des choses. Comme nous tentions en 1938, au conseil de gérance de Paris P.T.T., d'étudier les possibilités... et les insuffisances de la radio scolaire... un vieux médecin, représentant de la réactionnaire Radio-Famille, voulut clore la discussion d'un brutal : **« De mon temps, on apprenait bien sans cinéma ni radio... ».** A-t-il entendu l'irrespectueuse boutade que nous murmurions : **« Le docteur utilise un stylo pour écrire ses ordonnances... Thomas Diafoirus se contentait d'une plume d'oie ! ».**

Mais on peut être lassé de ces doléances sur les défaillances orthographiques de nos élèves. Même si c'était là une faiblesse actuelle de notre enseignement, cela suffirait-il pour en dénoncer le bilan négatif ?

Trente-cinq ans d'expérience scolaire nous ont amenés à cette conclusion qu'il n'est pas d'enseignement plus déconcertant que celui de l'orthographe. Il est des élèves qui lisent mal et orthographient parfaitement, sans effort. Il est des anomalies visuelles et auditives que l'on ne décèle pas pendant toute une scolarité. La moindre émotion estropie la graphie que l'on croyait automatique. Et l'émotion est souvent le signe de la vigilance intellectuelle.

ON CONDAMNE SANS VOULOIR NI POUVOIR JUGER !

Mais pourquoi plaider contre une accusation arbitraire qui triomphe simplement de l'impossibilité matérielle de la discuter. On affirme que les enfants d'aujourd'hui lisent, écrivent, orthographient, comptent beaucoup plus mal que ceux des générations précédentes. Pour que la comparaison soit valable, il faudrait retrouver l'enfant d'autrefois sous l'homme d'aujourd'hui, supprimer tout ce qu'il a acquis depuis sa sortie de l'école, rétablir tout ce qu'il a perdu... Il faudrait comparer non seulement des résultats numériques, mais aussi des textes de dictées et de problèmes... Il faudrait évaluer le poids du « monde extérieur » qui s'offre aujourd'hui à l'enfant, dès qu'il a pris conscience de son individualité

(3) Si nous en avons le loisir, nous dirions que l'école primaire pourrait suivre avec profit l'exemple donné dans les écoles maternelles, où l'on mène depuis près d'un demi-siècle, une expérience pédagogique doublement significative pour nous : d'abord parce qu'elle s'exerce au bénéfice de l'enfance la plus déshéritée — ensuite, parce qu'elle n'est pas limitée à quelques écoles-témoins, mais au contraire aussi généralisée que possible. Maurice Weber, professeur de mathématiques supérieures, un des fondateurs des « Compagnons de l'Université nouvelle », voyait là : le germe d'un humanisme nouveau.

et aussi la surcharge du vocabulaire familier depuis dix, vingt et trente ans. Il faudrait analyser — avec la collaboration du père noble des Pyrénées-Orientales — la syntaxe des auteurs d'aujourd'hui à la fois plus directe, plus vivante et moins régulière que celle des littérateurs moralisateurs et bêtifiants dont les productions remplissaient nos manuels.

Aucun de nos accusateurs n'a tenté de suivre l'évolution de nos livres scolaires. Ce serait cependant à l'honneur des instituteurs qui gardent le droit non seulement de choisir leurs manuels, mais encore d'en établir la liste officielle, par leurs conférences pédagogiques.

Cependant, il reste une démonstration qui, sans être décisive, peut peser sur le jugement. Si l'affaiblissement dénoncé est certain, on doit pouvoir observer et mesurer une baisse de niveau constante et plus ou moins rapide.

Nous offrons à nos juges quinze années d'expé-

riences dans une sixième de cours complémentaire, où nous ne recevons certes pas les meilleurs élèves des classes primaires. Or, il n'y a pas plus de régression que de progression régulière. Une sixième médiocre précède une sixième très honorable. On se demandait même si les hauts et les bas de la courbe ne se succédaient pas régulièrement. Hypothèse hasardeuse, également démentie.

Il est certain que l'enseignement primaire appelle encore bien des critiques, qu'il se transforme et s'améliore trop lentement, qu'il stagne même trop souvent. Mais la flétrissure dont on veut l'accabler et qui réclamerait une réaction plus autorisée et plus efficace que la nôtre ne se justifie pas par la qualité et le désintéressement de ses critiques et s'explique par un parti pris de dénigrement qu'il faut tenter d'éclairer.

(A suivre.)

Roger HAGNAUER.

La résolution du Congrès de la C.I.S.L. sur l'Algérie

Voici le texte complet de cette résolution :

Le 5^e Congrès de la C.I.S.L., réuni à Tunis du 5 au 13 juillet 1957, est fermement décidé à contribuer dans tous les domaines à l'émancipation et à l'indépendance nationale complète des peuples ainsi qu'à la libération de l'humanité de toute forme d'oppression ou d'exploitation, conformément au préambule de ses statuts et à l'objectif défini par les syndicats ouvriers du monde libre.

Le Congrès réaffirme les résolutions et appels faits par le Comité exécutif réclamant le droit de libre détermination pour tous les peuples de tous les pays et de tous les contingents. Le fait de refuser à toute nation le droit et le pouvoir effectif de se gouverner conformément à ses aspirations ainsi que le fait de dénier à un peuple quel qu'il soit, le droit de se forger sa propre destinée constitue non seulement une violation des droits fondamentaux reconnus par la Charte des Nations-Unies, mais aussi une grave menace à la stabilité politique et à la paix mondiale.

Considérant que la liberté syndicale a été en fait supprimée en Algérie ; que de nombreux dirigeants syndicaux sont soit détenus soit contraints à l'exil, et que l'impasse politique dans laquelle se débat aujourd'hui l'Algérie plonge ce pays, non seulement dans un tragique état de guerre et de misère économique et sociale, mais entraîne de graves répercussions économiques et politiques pour les pays voisins qui viennent justement d'accéder à leur indépendance,

le Congrès

Réitère l'appel lancé par le 18^e Comité exécutif au gouvernement français l'invitant à rétablir la liberté syndicale, à relaxer les syndicalistes emprisonnés et à restaurer la liberté d'expression, ainsi que le libre exercice des activités syndicales.

Fait appel en outre au gouvernement français pour qu'il libère toutes les personnes détenues pour des raisons politiques et à reprendre tous les employés et ouvriers licenciés pour faits de grève nationale ou pour des activités politiques.

Réaffirme sa conviction qu'une solution du problème algérien ne peut pas être trouvée dans une épreuve de force mais au moyen de négociations entamées directement avec les représentants qualifiés du peuple algérien, et

Lance aux deux parties en présence un appel pour l'ouverture sans délai des négociations, en

vue de décider un cessez-le-feu. Ces négociations devront s'engager sur la base d'une part de la reconnaissance par la France de la nation algérienne et du droit de son peuple à disposer de son sort et, d'autre part, de l'affirmation par les Algériens de la volonté de respecter, dans le cadre de l'amitié franco-algérienne, les libertés et les intérêts de la population d'Algérie tout entière.

Cette résolution a été votée à l'unanimité des congressistes moins une abstention — celle de la France.

C'est-à-dire que sur 76 organisations de 58 pays, représentant 49.745.000 travailleurs — 92,81 % de la totalité de la C.I.S.L. — l'organisation d'un seul pays (1.000.000 d'adhérents ? -) ne reconnaît pas aux Algériens le droit de disposer de leur sort.

Etonnez-vous après cela, que ce soit précisément en France que vont renaître les camps de concentration !

On ne refuse pas à autrui le droit à la liberté sans se condamner à en être privé soi-même.

Sans doute de ces jeunes Etats africains, nouvellement libres ou encore en lutte pour secouer le joug, viendra-t-il des colonnes de volontaires pour aider la France à se libérer du fascisme, mais, en attendant, nous paierons cher notre mépris et notre indifférence. Et il faudra se battre pour que la note ne soit pas trop salée.

A bas le fascisme !

J.-P. F.

1935-1957

Prenez garde que les indigènes d'Algérie, par votre faute sans doute, n'ont pas de patrie. Ils en cherchent une. Ils vous demandent la patrie française. Donnez-leur la vite ou sans cela ils en feront une autre.

**Maurice VIOLETTE,
Gouverneur général de l'Algérie
(1935).**

Notes d'Economie et de Politique

LA LOI INFAME

Juillet, mois héroïque, autrefois, pour la France, mois de la prise de la Bastille et des Trois Glorieuses, tu es, depuis cette année, le mois de l'infamie de la France !

Le 26 juillet dernier, la Bastille a été, en effet, réédifiée en ce pays. L'évolution qui, depuis le lendemain de la guerre de 14, nous entraînait progressivement vers la suppression de la conquête fondamentale de la Révolution : le droit pour tout individu de n'être privé de sa liberté que par décision de justice, a atteint, voici près de deux mois, son couronnement.

Par la loi du 26 juillet, l'embastillement, l'embastillement par mesure administrative, soumise au seul bon plaisir du gouvernement, a été autorisé ; il est devenu légalement possible à l'encontre de quiconque aura commis certains délits que le Code sanctionne tout juste de quelques mois de prison, voire d'une simple amende. Et comme, parmi ces délits, il en est au moins un, l'« atteinte à la sécurité de l'Etat », dont on peut inculper pratiquement quiconque n'est pas un beni-oui-oui, c'est, en fait, tout non conformiste, tout opposant au régime ou à la politique des hommes au pouvoir, tout homme libre, qui devient passible de l'internement, de l'internement à vie.

Ce n'est donc rien d'autre que le régime de la lettre de cachet de l'Ancien Régime ou, en l'acquiesçant, celui des « commissions mixtes » de Badinquet, et, plus près de nous, celui de la Russie.

L'internement par mesure administrative, la substitution de l'arbitraire gouvernemental aux décisions judiciaires, est ce qui distingue fondamentalement le despotisme de la démocratie. Il constitue la caractéristique de tous les régimes de dictature, le seul trait même qui leur soit commun. C'est son existence ou son absence qui fait qu'existe la dictature ou la liberté. Avec la loi Bourguès-Mollet, la France est donc descendue au même niveau que la Russie de Khroustchev, ou que l'Italie de Mussolini et l'Allemagne de Hitler.

Entre les deux guerres, le despotisme moscovite avait déjà corrompu par son exemple l'Europe centrale : les camps de concentration de l'Italie fasciste et de l'Allemagne nazi n'avaient été que les copies de ceux du Guépéou. Aujourd'hui, Moscou avance d'un nouveau pas puisque c'est l'Europe occidentale elle-même, la France, bastion traditionnel du droit et de la liberté individuelle, la France, berceau des Droits de l'homme, que le despotisme czariste vient de s'assurer sans coup férir.

En Occident, on conquiert généralement avant d'assimiler ; plus subtils, les anciens esclaves mongols, comme les appelait Marx, assimilent avant de conquérir. Cela rend la conquête infiniment plus facile, car quelles raisons peut-on avoir de se défendre, quand le régime qui vous attaque n'est pas différent de celui que déjà vous subissez ?

Torture et camp de concentration, tel est le double emblème de la Russie d'hier, de la Russie d'aujourd'hui et de la Russie de demain ; torture et camp de concentration, tel est, parallèlement, le double emblème de la France d'aujourd'hui. Comment alors les Français pour-

raient-ils désormais accepter de se battre contre les Russes ?

Les Cosaques peuvent venir ; leur lit est fait.

AVEC TOUS LES ROIS, CONTRE TOUS LES PEUPLES !

Ils peuvent d'autant mieux venir que la diplomatie américaine ne cesse, avec un entêtement remarquable, de leur ouvrir les voies.

Rien n'est plus clair — nous l'avons souvent dit, mais qu'on nous permette d'y revenir encore, tant la chose est importante — que la situation dans laquelle se trouve présentement le Proche-Orient.

Jusqu'à hier, le Proche-Orient était, dans sa totalité, soumis à un régime féodal, économiquement et politiquement. Pas d'industrie, une économie à peu près exclusivement paysanne, tout juste imprégnée d'un peu d'artisanat, des conditions matérielles de vie identiques à celles d'il y a deux mille ans, une vie politique inexistante et un développement intellectuel à peu près nul.

Mais aujourd'hui, plus précisément, depuis le lendemain de la dernière guerre mondiale, la volonté de sortir de l'état médiéval est né à peu près partout dans le monde, et notamment dans le Proche-Orient. Les peuples arabes veulent devenir des peuples modernes ; ils veulent moderniser à la fois leur économie et leurs institutions : ils entendent faire et leur révolution industrielle et leur « révolution française ». Il leur faut donc accomplir un saut plus grand encore que celui que nos pays ont effectué à la fin du XVIII^e siècle, puisqu'il leur faut aller sans transition de la féodalité à la démocratie et de la théologie à la science, sans avoir passé, comme nous, par l'intermédiaire de l'Ancien régime et de l'Encyclopédie.

Sur cette voie, tous les peuples arabes n'ont pas, naturellement, marché d'un même pas. Tandis que chez certains, des républiques furent proclamées et des rois renversés, et que la Révolution y poursuit sa marche avec tous les avatars, toutes les formes parfois décevantes que connaissent toutes les révolutions, chez d'autres les tenants de l'Ancien régime parviennent encore à se cramponner au pouvoir.

A l'égard d'une telle situation quel était, à la fois, le devoir et l'intérêt de l'Occident ? C'était manifestement, d'aider ces peuples à faire leur révolution, cette révolution des temps modernes dont l'Occident avait été lui-même l'initiateur et que l'Orient ne demandait qu'à copier.

Eh bien ! c'est exactement le contraire que fait l'Occident, et notamment son chef de file, l'Amérique.

Washington n'a rien trouvé de mieux que de reprendre très exactement la politique suivie par Londres au bon temps de l'impérialisme.

Ainsi que l'écrit le travailliste anglais Paul Johnson, revenant du Proche-Orient, dans le *New Statesman*, « l'administration américaine... y a appliqué les principes sur lesquels était basée la politique britannique, avec une brutalité qui a surpris jusqu'aux plus endurcis des partisans anglais de la manière forte... Entre les mains des Américains, notre politique a acquis une dureté qu'elle n'avait jamais eue auparavant : retournant le dicton révolutionnaire français, c'était

maintenant « paix à tous les rois et guerre à tous les peuples ».

Le but que s'assigne cette politique est d'instituer un protectorat de fait sur chacun des Etats arabes. Protectorat économique : on y développe non ce qui est utile à ces Etats, mais ce que l'Amérique estime utile pour elle ; protectorat politique : la politique étrangère doit être sous l'étroite direction du Département d'Etat américain.

Le moyen pour parvenir à cet objectif est le suivant : Washington soutiendra de son or et, au besoin de sa force militaire, le pouvoir de tous les profiteurs du régime ancien ; elle les maintiendra par tous les moyens ; monarches et grands propriétaires pourront continuer à vivre leur vie insolente de seigneurs moyenâgeux au milieu d'un peuple croupissant dans le servage ; ils demeureront maîtres tout-puissants de leurs sujets, à la seule condition de devenir les serviteurs dociles de ceux auxquels, seuls, ils doivent de pouvoir se maintenir en vie.

Telle est la politique qui fut appliquée pour la première fois par l'Amérique en Iran, où elle relayait, pour la première fois également l'Angleterre, lorsqu'elle y rétablit le pouvoir absolu du shah, après avoir fait renverser Mossadeq ; telle est celle qu'elle vient d'appliquer en Jordanie en détruisant la monarchie parlementaire qui était en train de s'y instituer pour la remplacer par la monarchie absolue ; et tel est celle qu'elle cherche à imposer en Syrie.

Mais, pour ne point devenir la proie de la réaction, pour se défendre contre les intrigues américaines, pour ne pas avoir à subir le sort de l'Iran et de la Jordanie, le gouvernement syrien a liquidé tous les éléments douteux de son corps d'officiers, et les a remplacés par des hommes dont il était sûr qu'ils ne se mettraient point au service de l'Amérique, parce qu'ils étaient déjà du côté russe.

Or ce qui vient de se passer en Syrie n'est que le signe avant-coureur de ce qui est appelé à se passer dans tous les autres pays du Proche-Orient, si l'Amérique ne change pas radicalement de politique. Plus l'Amérique poursuivra sa politique de défense des rois et des féodaux, plus elle bloquera tous les efforts des « modernistes » vers la liberté et l'indépendance, et plus les pays du Proche-Orient ne verront de recours contre la force américaine qu'auprès de la force russe. Les gouvernements des Etats qui ont déjà commencé leur révolution, comme l'Egypte et la Syrie, adopteront une politique de plus en plus pro-russe, tandis que les peuples encore soumis à la domination féodale viendront en nombre de plus en plus grands grossir les rangs du parti communiste, car la Russie a, naturellement l'habitude de prendre exactement le contre-pied de la position américaine, en soutenant contre les féodaux tous ceux qui tiennent pour un nouveau régime, et en ayant la non moins grande habileté de ne leur rien demander en échange, pas le moindre abandon de leur droit de décision, en quelque domaine que ce soit.

Le monde sémito-chamitique qui s'étend du détroit de Gibraltar aux bouches de l'Euphrate a été balloté, au cours des millénaires, entre l'Orient et l'Occident. Il aurait suffi que l'Occident suive à son égard, aujourd'hui, une politique conforme aux principes qu'il proclame, une politique qui aide les Arabes à devenir des hommes libres, pour que tout ce monde soit à nouveau gagné à l'Occident. Mais comme il n'en est rien, c'est vers l'Orient, vers l'Orient sous sa forme moderne, celle de l'empire russe, que ce monde se tourne.

Qu'elle s'exerce dans le domaine de la politique intérieure ou dans celui de la politique étrangère, la pratique du despotisme conduit toujours à Moscou.

RAPPELS

« Une guerre ne peut être déclenchée que si celui qui la déclenche dispose, ou pense disposer, d'une arme d'attaque efficace. La disparition de l'avion bombardier comme arme efficace a pour conséquence que la guerre n'aura pas lieu avant que la torpille ne reprenne l'avantage sur la cuirasse, l'attaque sur la défense, ce qui ne sera vraisemblablement obtenu que le jour où des projectiles atomiques intercontinentaux, tombant sur leurs objectifs avec une vitesse plus grande que celle d'un obus, auront été mis au point et fabriqués en quantités suffisantes. »

(Nouvelle phase dans la course entre la cuirasse et la torpille. — R.P. mai 55).

« Supposons... que les Russes soient à peu près sûrs, dès maintenant, d'avoir au point, d'ici fort peu de temps, des projectiles intercontinentaux atomiques, et de les avoir au point avant l'Amérique, chose qui est fort possible car il ne faut point oublier que ce sont les Russes qui se sont emparés, il y a dix ans, du centre allemand des V1 et V2, avec tous ses dossiers et ses techniciens... »

(Le désarmement « experimentum crucis ». — R.P., juillet 55).

STUPIDITE OU DUPLICITE ?

Nous avons à plusieurs reprises attiré l'attention de nos lecteurs sur l'extraordinaire attitude du Département d'Etat à l'égard de la libération des satellites russes pendant le soulèvement hongrois et depuis, et nous nous sommes demandés : « Stupidité ou duplicité ? »

« Duplicité », répond la revue d'extrême-gauche britannique, *Contemporary Issues* dans son numéro de juillet-août par la voix de deux de ses collaborateurs, Lohnbille et Fowler. — R.L.

Voici ce que dit le premier :

Si l'Occident avait soutenu le soulèvement des Hongrois en leur fournissant des armes, et en encourageant par là les autres esclaves du Kremlin, alors Moscou n'aurait pas eu d'autre alternative que d'abandonner sa position en Hongrie, et ensuite, toutes les autres. Mais ceci était précisément ce que les dirigeants de l'Occident ne voulaient pas. La victoire du soulèvement hongrois aurait amené en premier lieu l'embrasement de tout l'empire de Staline. En second lieu, la libération des satellites et la réunification de l'Allemagne aurait détruit « l'équilibre des forces » établi après guerre sous la direction de l'Amérique et aurait frappé un coup décisif aux plans américains de domination mondiale. En troisième lieu, la disparition du « danger russe » aurait privé Washington de ses moyens de pression, non seulement en politique étrangère, mais aussi en politique intérieure, parce qu'il serait devenu difficile de justifier aux yeux du peuple américain les dépenses d'armement insensées et gigantesques sans lesquelles l'économie américaine ne pourrait subsister sous sa présente forme. Enfin, la rébellion à l'intérieur de tous ceux qui vivent dans l'oppression et sont privés de toute joie n'aurait plus pu être évitée. Tel est le véritable sens du « mystère » qui enveloppe l'attitude prise par les gouvernements

occidentaux à l'égard des événements de Hongrie.

★

Et voici ce que dit le second :

Devenue un semblant de puissance mondiale du fait des ressources industrielles de son nouvel empire et du fait du déclin des Puissances européennes occidentales amené par la guerre, la Russie continue encore aujourd'hui à être pour l'Amérique la justification de la continuation de son économie de guerre. Menacée seulement, en

fait, par la surabondance de ses propres richesses, incapable de maintenir une production fourmillante de profit autrement que sur la base d'un gaspillage délibéré et de disettes artificielles, l'économie américaine demande désespérément un ennemi, une menace, de dimensions appropriées. Pour ce rôle, la Russie est le seul candidat possible. C'est pourquoi (ainsi qu'afin de maintenir l'« ordre » en Europe orientale et la division de l'Allemagne) : la Hongrie doit rester sous le joug du Kremlin.

Robert LOUZON.

Souvenirs d'un ancien

DANS LE BATIMENT, IL Y A UN DEMI-SIECLE

Il y a cinquante ans, les 31 mars, 1^{er} et 2 avril 1907, se tenait à la Bourse de Paris le Congrès Unitaire qui devait faire fusionner en une seule Fédération d'Industrie les différentes fédérations de métier du Bâtiment. Cette unité fut votée dans l'enthousiasme. Aucune opposition ne se manifesta, pas même celle de la fédération des peintres dont le secrétaire était le camarade Léon Robert. Ce dernier avait compris que sa fédération n'avait plus qu'à disparaître.

Les gars du bâtiment s'inspirant des décisions du congrès de Bourges — 1904 — menèrent une campagne très active pour l'application des directives adoptées par ce congrès. A partir du 1^{er} mai 1906, la journée de huit heures, la semaine anglaise, repos hebdomadaire, augmentation des salaires, création d'une caisse du sou du soldat, etc., les bâtimenteux avaient ajouté à ce programme la suppression du tâcheron, du travail aux pièces, des composés du plomb (céruse, minium) dans tous les travaux de peinture exécutés tant par l'Etat que par les entreprises privées.

Le 1^{er} mai 1906, 90 % des salariés du bâtiment débrayèrent ; des piquets de grève furent installés dans toute la région parisienne ; la chasse aux « renards » (les non-grévistes) commença ; la machine à bosseler et la chaussette à clous entrèrent en action ; remède efficace puisque la persuasion était inopérante. Clemenceau avait bien fait les choses ; des régiments entiers avaient été amenés dans les environs de la capitale ; son sous-verge, le préfet de police Lépine n'avait pas voulu être en reste. Toutes les forces de police : gardes municipaux, brigades centrales, ainsi que des « poulets », avaient été mises en état d'alerte. Notre bourgeoisie qui avait la trouille était bien gardée ; elle pouvait déguster et digérer en toute tranquillité les réserves alimentaires qu'elle avait entassées depuis des mois en prévision de cet événement.

Les arrestations de grévistes étaient fort nombreuses les paniers à salade faisaient des heures supplémentaires, la souricière ne désemplissait pas ; le trop-plein était déversé à la prison de la Santé. A la souricière, impossible de dormir la nuit ! On y parlait toutes les langues !... Français, Russes, Polonais, Roumains, Tchèques, Italiens, Espagnols étaient rassemblés dans cette infecte piaule !... Quelques-uns chantaient des hymnes révolutionnaires de leur pays. Les garde-chiourmes voulaient nous faire taire ; la réponse ne se faisait pas attendre ! Avec une unanimité parfaite, c'était un « Ta gueule » formidable qui venait chatouiller leurs oreilles ! avec, en surplus, quelques petits mots agréables que je ne puis vraiment citer sur ce papier.

Des semaines et des mois de prison étaient distribués avec abondance !... Ces messieurs en connais-

saient un bout sur la productivité... Vous n'étiez pas coupable ? Qu'importe ! Cela n'avait aucune importance ! Vous étiez certain, lorsque vous passiez à la correctionnelle, d'y trouver un camarade flic qui, ceinturon laissé au vestiaire, jurait sur son âme et conscience que vous étiez bien un délinquant !... et le tour au suivant ! La machine à condamner n'avait pas de raté.

Cette grève de mai 1906 dura trois semaines. Les corporations du Bâtiment reprurent le travail les unes après les autres après avoir obtenu des augmentations de salaire variant de 10 à 25 centimes l'heure. C'était plutôt maigre. Les effectifs syndicaux ne diminuèrent pas ; le moral restait bon, la lutte continuait. Les militants instruits par cette expérience se concertèrent et envisagèrent les différentes méthodes susceptibles d'obtenir des résultats plus positifs. L'idée de la création d'une fédération d'industrie fut retenue ; le congrès confédéral d'Amiens était proche. Il fallait faire vite.

Délégué à ce congrès par mon organisation, je réunis les délégués des syndicats du Bâtiment de province et leur fis part du projet émis par les syndicats de la région parisienne. Ce projet fut accepté par tous et c'est en leur nom que je déposais la proposition de réaliser l'unité entre toutes les organisations du Bâtiment de France et des colonies.

Six mois plus tard, les 31 mars, 1^{er} et 2 avril 1907, le Congrès unitaire se tint à la Bourse de Paris. Les fédérations de métier disparaissaient définitivement.

Le nouveau Conseil fédéral avait du pain sur la planche : envoyer des délégués dans tout le pays, redonner vie aux syndicats anémiés, expliquer aux corporants les raisons de cette unité, les avantages que l'on pourrait obtenir avec plus de cohésion entre les salariés de la bâtisse, dénoncer l'exploitation ignoble dont ils étaient victimes.

A son début les moyens financiers de la fédération étaient plutôt maigres mais le dévouement des camarades était grand. De nombreuses délégations furent organisées dans tout le pays ; les unions départementales nous apportaient leur appui dans ce travail de propagande. Aussi lorsque, en 1908, la fédération organisa son premier congrès à Saint-Etienne, le camarade Nicolet, secrétaire fédéral, dans son rapport moral, accusa 80.000 adhérents et le trésorier, le camarade Clément, une encaisse qui permettait d'intensifier la propagande pour atteindre les 100.000 adhérents.

La croissance de notre fédération inquiète les pouvoirs publics. Clemenceau mettait tout en œuvre : policiers et mouchards, pour contrecarrer notre propagande et nos efforts de solidarité à l'égard de nos corporants. En 1908, par exemple, aux Sablières de Drevail-Vigneux, les gravatiers étant en grève de-

puis six semaines, la fédération décida d'organiser un meeting sur le lieu même du travail. Plus de dix mille camarades y étaient venus. D'autres aussi étaient venus, mais ceux-là sur l'ordre de Clemenceau et de Briand : dragons et cuirassiers !... L'inévitable bagarre eut lieu, conséquence de plusieurs coups de revolver tirés par un mouchard du nom de Métivier. Les dragons refusèrent de charger ; les cuirassiers, le 11^e de Versailles, tirèrent et sabrèrent les manifestants dans les rues de Villeneuve-Saint-Georges ; bilan : deux morts, 75 blessés. Ce fut l'affaire la plus grave que la fédération ait vécue. Elle n'entama pas notre moral, bien au contraire. Le conseil fédéral intensifia sa propagande pour défendre nos corporants et les membres du bureau confédéral qui avaient été arrêtés comme responsables de cette affaire. En arrêtant les membres du bureau confédéral, Clemenceau et Briand pensaient décapiter la confédération dont le congrès devait se tenir à Marseille trois mois plus tard. Erreur de leur part ! Le congrès confédéral eut lieu à la date fixée et les syndicats représentés plus nombreux qu'au congrès précédent (Amiens 1906).

Les gars du Bâtiment étaient à la pointe du combat, participaient sans réserves à toutes les manifestations d'ordre général. Quand la fédération des employés commença la campagne pour l'application du repos dominical, les bâtimenteux répondirent : présent ! Les moyens employés pour faire céder les tenanciers des magasins furent simples. Il s'agissait d'entrer en nombre dans tous les établissements, de s'y promener sans rien acheter et sans rien chamberder. Toute vente étant impossible par cette invasion, la police fut requise pour faire le vide ; il y eut quelques bousculades, les rideaux furent baissés. Ce fut un premier résultat ; les gros magnats ayant enfin compris ils finirent par faire droit à la juste revendication de leurs employés.

La Chambre syndicale de la maçonnerie et pierre de la Seine avait organisé un meeting au manège Saint-Paul. A l'ordre du jour le « Sou du Soldat ». Les camarades Baritaud et Ducas, secrétaires de l'organisation et conseillers prud'hommes de leur corporation, y prononcèrent des paroles qui ne plurent pas au gouvernement. Des poulets étaient dans la salle. Le lendemain matin, au petit jour, ces deux camarades furent arrêtés. Le lendemain soir je réunis les conseillers prud'hommes ouvriers du Bâtiment (17 présents sur 22). Il fut décidé d'envoyer une lettre de protestation à Cruppi, ministre de la Justice, lui demandant l'élargissement de nos deux collègues. La réponse de Cruppi ne se fit pas attendre ; elle parut à l'« Officiel » deux jours plus tard. Les 17 conseillers signataires étaient déçus. Notre lettre n'était sans doute pas très protocolaire, les pouvoirs publics nous le firent bien voir ! Tant pis si les justiciables ne pouvaient plus défendre leurs intérêts ! Silence dans le rang ! ! !

Bien sûr que nous savons mieux nous servir d'une pioche, d'une truelle ou d'un rabot que d'une plume, mais nous n'avons pas l'habitude de chercher midi à quatorze heures pour dire ce que nous avons à dire. Tant pis si cela ne plaît pas aux puissants du jour.

Quelques mois après, il y eut de nouvelles élections ; les 17 déçus se représentèrent ; ils furent réélus à l'unanimité. Le Conseil d'Etat eut son mot à dire ; comme bien on pense, les élections furent cassées. Trois mois après, nouvelles élections, cette fois avec de nouveaux candidats. Le matin de l'élection un décret parut à l'« Officiel », relevant de la déchéance les 17 conseillers. Avertis la veille de la parution de ce décret, nous eûmes le temps de faire faire des bulletins de vote au nom des 17 conseillers qui furent de nouveau tous réélus. Les candidats appelés à nous remplacer s'étaient tous retirés.

Dans un « beuglant » de Montmartre un chan-

sonnier du nom de Mansuelle ayant dans une de ses goulantes égratigné un peu trop fort la C.G.T., nous cllâmes, un soir, avec une trentaine de copains munis de sifflets à roulette lui donner une aubade !... Le Mansuelle entendit une belle bordée de sifflets. Les brigades centrales avaient dû être avisées, car dix minutes après, nous étions tous sortis de la salle avec force bourrades.

Un soir, l'union des syndicats de la Seine avait organisé une réunion des conseils d'administration de tous les syndicats de la région parisienne. Le régisseur de la Bourse, M. Jacquelin — sur l'ordre du préfet Lépine — refusa l'accès de la salle sous prétexte que le sujet à traiter était d'ordre extra-syndical. Donc pas de salle ni de lumière. Certes, c'était gênant, mais ce soir-là on posséda le « premier flic de France ». La réunion eut lieu quand même ; les camarades se mirent aux fenêtres des bureaux des trois étages qui donnaient sur la verrière de la grande salle !... C'est à cette réunion nocturne que fut prise la décision d'avoir une « maison à nous », la Maison des Syndicats.

Naturellement, comme il s'agissait de construction, c'est aux bâtimenteux qu'il fut donné mandat de mettre en route. Quelques jours après, le comité était constitué : Bled, des jardiniers, comme secrétaire ; Boudet, des typos, comme trésorier, la partie technique était de mon ressort. Tout marcha très bien et quelques mois plus tard nous avions fait édifier une grande salle au 33 de la rue de la Grange-aux-Belles, siège de la Maison des Fédérations.

Pendant ce temps, la lutte continuait contre les maladies professionnelles : les cimentiers et maçons d'art contre la gale du ciment, les peintres contre la céruse. Le meilleur ouvrier de cette lutte était un ouvrier peintre, le camarade Abel Craissac. La corporation des peintres lui doit un grand coup de chapeau. Grâce à lui, les coliques de miserere ne tenaient plus les entrailles. La maison « Expert-Besançon », fabricants de céruse, n'édifie plus de fortune sur des milliers de cadavres.

Pour les générations présentes et futures, il serait utile qu'une brochure soit éditée pour faire connaître aux corporants de la peinture les campagnes qui ont été menées pour la suppression de ces produits nocifs ; ils se rendraient compte que la C.G.T. de cette époque ne luttait pas seulement pour une augmentation de salaires, mais aussi sur un plan hautement humain.

Pendant la guerre de 1914, la vie fédérale fut en veilleuse ; beaucoup de nos camarades n'en revinrent pas. Les gens du bâtiment ont payé un large tribut pendant ces quatre années. En 1919, la propagande reprit, mais un coup dur se préparait, conséquence de la révolution russe d'octobre 1917. En 1921, ce fut la scission confédérale : la tendance dite communiste d'une part, de l'autre les confédérés. Les syndicats s'amenuisaient un peu plus chaque jour ; cela dura jusqu'au Congrès de Toulouse en 1936, ce congrès décida la réunification des Centrales syndicales ainsi que de tous les syndicats affiliés. A la base l'accord dura peu, le noyautage des unitaires laissait de profonds ravages au sein des organisations, cela ne pouvait continuer ainsi. Munich et le pacte germano-soviétique ne devaient qu'accroître les désaccords. A la Libération, le malaise s'aggravait. En 1947 ce fut l'inévitable scission.

Depuis, le prolétariat est divisé plus que jamais, les effectifs syndicaux sont en baisse, les salariés de base ne savent plus à quelle centrale ils doivent adhérer. La fédération du Bâtiment qui comptait près de 500.000 adhérents après le mouvement de 1936, où en est-elle maintenant ? Ceux de F.O., de la C.N.T., du S.U.B., où en sont-ils ?

Le tacheron, le travail aux pièces, les heures supplémentaires, le stakhanovisme sont rois ! On gagne du fric, le reste on s'en fout. On ne pense plus à l'avenir. Il n'y a plus d'idéal chez la plupart des

travailleurs. A quoi ont servi nos luttes d'antan ? Cette situation est vraiment pénible à voir pour les vieux militants. La construction est en plein essor, mais au profit de qui ? Pas à celui des lampistes, certainement. Le M.R.U. construit des appartements pour les bien nantis, les prix sont inabornables pour les gagné-petits qui doivent se contenter des taudis qui, eux aussi, subiront les augmentations jusqu'en 1960. Il n'est pas exclu qu'à cette date le gouvernement ne reconduise ces augmentations jusqu'à la saint Glin-Glin !

Les chambres syndicales des propriétaires veillent au grain ; la construction de nouveaux logements risquerait de leur laisser vacants les locaux insalubres. Alors finie la rentabilité de ces vieilles turnes. Avant de construire pour les petites bourses le gouvernement pense au prestige de la France. Des milliards sont investis dans la construction de palais : ceux de Versailles, de la Radio, de l'O.T.A.N., de Chaillot, de l'Unesco, etc. Nos seigneurs de la IV^e République ne sont pas oubliés. A Saint-Lô (Manche), la préfecture a coûté 610 millions, plus 4 millions pour... pendre la crémaillère. Quand on a voulu classer les archives, on s'est aperçu qu'il n'y avait pas de place... Alors on a construit un nouveau bâtiment ; combien de millions à ajouter ? L'urbanisme était passé par là. Des sinistrés attendent toujours un toit, d'autres leurs dommages de guerre... Cela est sans importance ! Qu'ils se consolent en admirant leur préfecture !...

L'heure de la reconstruction des logements n'est pas encore sonnée. Elle sonnera quand le plan de reconversion sera au point. Alors là, mais là seulement, les robots et manœuvres de toutes catégories seront invités à transporter leurs pénates vers ces lieux de délices ! Il y aura de grandes usines, de jolies petites maisons roses à volets verts, de petits jardins pour la culture des navets !... De plus, pour que personne ne vienne déranger ces robots et ces manœuvres, à quelques kilomètres de leurs chalets et de leur usine il y sera construit des casernes avec tout le confort moderne destinées à quelques compagnies de C.R.S. chargées de la surveillance de votre tranquillité. Les firmes Feltn, Gerlier et compagnie feront édifier de jolies chapelles avec vitraux représentant les saints se réclamant de votre profession ; pour les métallos, ce sera saint Christophe, qui a la spécialité de protéger les automobilistes. Bien sûr, me direz-vous, il ne les protège pas tous puisque l'on enregistre une moyenne de 10.000 tués par année. Rien de surprenant à cela, ce brave Christophe est débordé de boulot ; son tableau de bord n'est pas toujours au point. Question de temps, de patience et de gros sous, parce que là-haut, comme en bas, plus vous payez mieux vous êtes servis.

Maintenant que je vous ai dit ce que je pense de ce que sera l'avenir pour vous et vos descendants, je viens vous demander de réfléchir, d'ouvrir vos quinquets, de penser sérieusement et de prendre toutes décisions utiles pour ne pas tomber dans l'esclavage. Entrez dans vos syndicats si vous n'y êtes déjà, travaillez de toutes vos forces à refaire l'unité de tous les salariés dans une seule confédération qui doit être libre et indépendante. Jetez par-dessus bord tous ceux qui voudront se mettre en travers de cette unité, limitez la durée des fonctions syndicales rétribuées et exigez le non-cumul des mandats politiques et syndicaux. Plus de pontifes ni de marchands de bien-être ! Finissez-en du culte de la personnalité ou de la collégiale. Rappelez-vous que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Il n'est pas de sauveur suprême, vous le savez, alors mettez-vous à l'œuvre et mettez-vous bien dans la tête que si vous ne réalisez pas l'unité entre tous les salariés, vous sombrez lamentablement dans l'esclavage.

G. DUCHENE.

Parmi nos

LETTRES

De l'ami Franc, de la Loire :

A Louzon : Tout à fait d'accord avec toi et ta franchise est trop révolutionnaire pour les petits bourgeois modernes.

Tant pis pour eux. Tu obliges à penser.

De J. Freydier, de Saint-Chamond :

La R.P. doit-elle vivre ou disparaître ?

Depuis trois mois j'envisage mon désabonnement — après plus de dix ans de fidélité.

Je regrette beaucoup l'éparpillement des derniers valeureux militants. Je constate aussi que la R.P. en dix ans a bien changé.

Des attaques à deux et quatre pages contre F.O. à tous les numéros et... Monatte souhaitait dans sa brochure « Où va la C.G.T. ? » une nouvelle centrale !

Louzon : étale les qualités, les mérites, les droits de Nasser ; il conteste les massacres de Melouza, laissant penser que le fils d'un prolétaire servant en Algérie est un assassin. Louzon doit lire le Coran et adorer Mahomet. Pourtant de nombreux problèmes devraient préoccuper les fidèles lecteurs de la R.P.

De Perrot (Puy-de-Dôme) :

Continuez. La IV^e est tellement pourrie que la lecture de la R.P. est réconfortante ; la pourriture n'a pas encore tout submergé.

D'un abonné du Maroc :

Pas toujours de votre avis, ou plutôt de certains rédacteurs et d'accord avec d'autres, je vous lis toujours avec intérêt et ne comprends pas des désabonnements parce que « pas d'accord ».

Lu avec beaucoup d'intérêt l'article de Nochan dans votre numéro 118. Il me paraît, vu d'ici, très équilibré. Pas d'accord avec Louzon.

L'indépendance des pays arabes me paraît un leurre, d'abord parce que le stade « indépendance » est dépassé pour les petites nations depuis longtemps, ensuite parce que ce sont ici des pays essentiellement pauvres avec une population qui croît à un rythme formidable (30 % par an).

Pour de tels pays il faudrait des investissements ; s'il n'y a pas investissement en argent, il devra y avoir ceinture à 4 crans pour remplacer l'argent par la production de machines au lieu de beurre... Je doute que les Arabes soient capables de cet effort qui exige d'être long, tenace, sans bénéfice immédiat.

De E. Courtaï (Paris) :

« Attention ! Vous êtes en perte de vitesse révolutionnaire. Le romantisme révolutionnaire et le contre-fanatisme stalinien ne suffisent pas. J'assume que vous me décevez singulièrement. Par contre mes félicitations au sujet de l'Afrique du Nord. Et ne comptez pas sur F.O. pour démarrer le syndicalisme révolutionnaire ».

Du camarade Hem-Day, de Bruxelles :

Nous traversons une crise morale profonde contre laquelle il est difficile de remonter le courant.

La situation syndicale ici est en dessous de tout. La F.G.T.B. est entièrement dominée par le P.O.B., gouvernemental à outrance, et les grèves ne revêtent qu'un caractère essentiellement électoral.

Voyez le dernier article de J. de Boë dans l'organe du Syndicat du Livre.

La classe ouvrière court vers de durs réveils. Le marxisme bolchevique et politique a fascisé l'esprit syndical.

Tout ceci en hâte et sans prétention d'expliquer tout.

PEUT-ON ESPÉRER ?

Quand paraîtront ces lignes, le plus grand nombre de salariés aura rejoint l'usine ou le bureau après quelques semaines de détente, de détachement des soucis journaliers, de repos bien mérité, pour se retrouver en face de dures réalités.

Ces prolos devront reprendre leur travail et seront, une fois de plus, appelés à consentir les sacrifices résultant de l'austérité préconisée par le gouvernement de gauche actuellement en fonction.

Il leur sera demandé de comprendre que « toute hausse de salaire aboutirait à une hausse des prix dont ils seraient les premiers à faire les frais » et que « la partie qui se joue ne pourra être gagnée que si la défense de la monnaie est assurée ».

Les allocutions radiodiffusées, les discours ministériels apportent déjà les « explications » alors que rien de nouveau n'intervient dans le langage gouvernemental.

Comment en serait-il autrement ? et à qui demander les sacrifices sinon à ce bon bougre de prolo devenu, comme l'étaient les serfs au temps de la féodalité, taillable et corvéable à merci !

Point question de demander un renoncement aux privilèges dont bénéficient betteraviers, pinardiers, gros producteurs agricoles. Pas davantage de prendre les mesures qui s'imposent depuis si longtemps envers le secteur de la distribution.

Quant à la réforme fiscale, elle en est à son Nième enterrement de première classe. Comment nos gouvernants la réaliseraient-ils puisqu'ils se sont avérés incapables de mettre un terme à la fraude fiscale qui, d'après certaines personnes bien informées, coûte au trésor près d'un tiers de son revenu normal.

Oh - bien sûr, les promesses ne manqueront pas mais elles ne seront réalisables que plus tard, beaucoup plus tard.

Il est toujours réconfortant de penser que demain on raserait gratis. Mais de quelle utilité cela pourra bien être pour ceux qu'on fait crever aujourd'hui ?

Les économies — résultat sans précédent, déclare Bourguès Maunoury — ne se réaliseront que sur le papier malgré toutes les commissions de la hache ou de la guillotine à l'image de celles que nous avons connues et qui, tout en provoquant des dépenses supplémentaires, n'ont pas eu plus d'efficacité que les fameux contrôles économiques, dont il n'est pas besoin de rappeler le triste souvenir.

Le gouvernement, bien qu'il soit de gauche, n'aura rien résolu, sinon d'avoir laissé se continuer un état de chose qui ne fait qu'aggraver, chaque jour davantage, une situation déjà désastreuse. Il continuera, comme ceux qui l'ont précédé — et selon toutes probabilités ceux qui lui succéderont — à travers les louvoisements politiques, les équivoques et les atermoiements à s'assurer une survie qui ne peut être qu'éphémère au lieu d'agir, comme il conviendrait de le faire, contre les profiteurs du travail des autres.

Il est certes beaucoup plus facile de pratiquer une politique d'inertie en continuant les risettes aux bons électeurs des secteurs de la paysannerie, des professions libérales, de la distribution tout en recommandant au patronat de maintenir les salaires bloqués après avoir lâché les prix. Quant à atteindre les états-majors civils ou militaires, cela donnerait beaucoup trop de mal à nos bons politiciens qui, en fait d'histoire, ne doivent guère connaître que celle des rois fainéants.

Ce gouvernement laissera venir les événements, se contentant de prêcher aux seuls prolos, comme l'ont fait si souvent les curés de campagne, la sa-

gesse, l'abnégation, la sobriété, les sacrifices. Il continuera la politique du chien crevé au fil de l'eau avec l'espoir que 1788 durera encore longtemps et que le tonnerre d'un 89 ou d'un 92 n'éclatera pas sur sa tête.

Encore cette tâche qui consiste à assurer le relais entre deux périodes de gouvernement de droite pourrait être laissée à d'autres sans que s'y associe la social-démocratie.

Une participation au pouvoir des socialistes aurait dû au moins être conditionnée par des réalisations sociales déterminées par avance avec une date limite d'application sous peine de cesser immédiatement, en cas de non respect des engagements pris, la dite participation.

L'ambition du pouvoir, la griserie qui en résulte, la volonté de s'y maintenir même si c'est au prix de l'abandon des principes du véritable socialisme, ont conduit les dirigeants sociaux-démocrates à pratiquer et à soutenir la politique réactionnaire que l'on connaît. Ils se sont, en l'occurrence, montrés les plus zélés serviteurs du capitalisme malgré les terribles remous que leur comportement a provoqués au sein du parti socialiste.

Abandonné de plus en plus par les ouvriers, par tout ce qui devrait constituer l'essentiel de ses forces vives, ce parti de fonctionnaires haut placés est devenu plus conservateur que certains radicaux eux-mêmes. Son gain de voix dans les élections partielles se situe à droite, sans combler ce qu'il perd à gauche et qu'on retrouve dans l'abstention ou qui s'oriente, par mécontentement, vers le communisme.

Ce dernier représente la forme de fascisme et de totalitarisme la plus dangereuse et la plus sanginaire qui ait jamais été connue à travers les siècles. Mais loup affamé n'a point d'oreilles et ceux qui considèrent ne plus rien avoir à perdre sont mûrs pour accepter la pire aventure.

J'ai, pour mon compte personnel, donné à plusieurs reprises mon opinion à ce sujet. Le moment est peut-être proche où, en vertu d'une action commune indispensable devant l'intransigeance patronale et gouvernementale, un front populaire, qui sera rapidement dominé par les communistes, peut se dégager.

Mais aussi, si nous devons en venir à une alliance qui n'est pas sans conséquences, seuls, ceux qui, par on ne sait quelle aberration, auront été les auteurs ou les soutiens d'une politique pour le moins contraire aux intérêts du peuple, porteront la responsabilité de tout ce qui pourra en advenir.

La nuit qui risque de s'étendre pour des générations sur les cerveaux, l'écrasement par le terrible rouleau compresseur stalinien de toute velléité quelle qu'elle soit, la disparition de tout ce qui constitue les raisons de vivre, auront été en fait l'œuvre de ceux qui — parce qu'ils ont le devoir de représenter, par l'héritage qu'ils ont reçu des pionniers de la révolution sociale — auraient dû être les derniers à les rendre possibles.

La social-démocratie accumule sur elle la plus lourde responsabilité, fait courir les pires conséquences au monde du travail. A moins que celui-ci ne reprenne conscience de sa force et de sa raison et sache s'organiser pour qu'enfin brille à nouveau l'étoile du véritable syndicalisme qui reste le seul espoir des travailleurs trompés et trahis par tous les politiciens.

Gabriel THARREAU,

Secrétaire Fédéral de la
Métallurgie Force Ouvrière.

Lettre du Danemark

GOUVERNEMENT, PARTIS, PROBLEMES

Le 14 mai des élections législatives ont eu lieu au Danemark, et deux semaines plus tard le pays était doté d'un nouveau gouvernement : un ministère de coalition comprenant les social-démocrates, les radicaux et le Parti de l'Impôt Unique (1), remplaçant le cabinet socialiste minoritaire de H.C. Hansen. Les trois partis gouvernementaux détiennent la majorité au Parlement (93 sièges contre 75 aux partis bourgeois conservateurs et 5 staliniens). H.C. Hansen demeure le leader du gouvernement, au sein duquel les socialistes possèdent neuf portefeuilles, les radicaux quatre et le Parti de l'Impôt Unique, trois. Le programme gouvernemental est largement influencé par l'opinion social-démocrate, mais cela ne signifie nullement qu'il soit révolutionnaire, ni même effectivement socialiste. Nous le verrons plus loin.

* *

La campagne électorale indiquait clairement que les communistes tout comme les social-démocrates se trouvaient sur la défensive. Pour le D.C.P. (Parti communiste danois), le coup le plus dur était l'attaque de l'Union Soviétique contre la Hongrie en novembre 1956 et la justification de cette attaque par le parti. De plus, le XX^e Congrès du P.C. russe, avec la mise à nu et la reconnaissance des crimes et atrocités commis par les dirigeants du monde stalinien pendant de nombreuses années, avait sérieusement affaibli la position du D.C.P., moralement compromis par sa co-responsabilité et son appui à ces événements. Pour les social-démocrates, deux faits leur étaient défavorables : une crise monétaire quasi-permanente pendant les trois dernières années, c'est-à-dire pendant la période où ils étaient au pouvoir, et l'intervention gouvernementale interdisant les grèves en avril 1956.

LA CRISE MONETAIRE

Le problème de la monnaie — à l'exception de quelques rares périodes — a donné les plus forts « maux de tête » au Danemark, au cours des dernières quarante années environ, et il a joué un grand rôle dans plusieurs campagnes électorales, de même que dans diverses crises entre partis. Ce fut le cas cette année encore, et le premier acte du nouveau gouvernement sera de faire passer une série de lois tendant à supprimer ou à réduire les difficultés monétaires.

Notre crise monétaire presque permanente est liée directement à notre très important commerce extérieur. Peu de pays commercent autant avec l'étranger — par habitant — que le Danemark. Nous exportons essentiellement des produits agricoles, mais récemment nous avons exporté également des produits industriels, par exemple des navires, du ciment et certaines machines. Simultanément, le pourcentage de produits agricoles dans les exportations danoises est tombé de 75 en 1939 à 60 dans les années récentes. Le Danemark importe surtout du pétrole et du charbon, mais aussi du bois, du papier et quantité de matières premières pour son industrie en développement, laquelle absorbe, depuis la deuxième

guerre mondiale, davantage de main-d'œuvre que l'agriculture.

Les crises monétaires ont deux origines :

1) La détérioration des conditions d'échange, en ce sens que les prix des produits danois exportés diminuent ou se stabilisent, alors que les produits importés augmentent de prix ou sont en tous cas chers ;

2) Les restrictions et les taxes qui frappent les produits agricoles exportés par le Danemark sur les grands marchés traditionnels : Angleterre, Allemagne de l'Ouest, et même Etats-Unis, alors que ces mêmes pays favorisent leur propre agriculture par des subventions d'Etat ou des subsides divers.

Quand les deux facteurs se manifestent simultanément, ce qui arrive fréquemment, un brusque assèchement des coffres-forts danois se produit, et c'est ce qui s'est récemment passé. La crise de Suez a provoqué la hausse de tous les produits pétroliers, accélérée encore par la politique cynique des compagnies pétrolières américaines qui profitèrent de la situation créée en Europe occidentale ; en même temps, les prix des produits agricoles danois (lard et beurre) tombèrent en Angleterre. Depuis peu cependant, les cours de ces denrées ont remonté légèrement sur le marché anglais, et la crise de Suez s'est dénouée, dans la mesure où la navigation a repris par le canal, ce qui a permis au Danemark d'acheter son pétrole à meilleur compte.

Pourtant, la perspective immédiate n'est pas brillante. Il apparaît que l'index des conditions d'échange entre prix d'importation et d'exportation signale une baisse nette pour le Danemark depuis 1945, bien que depuis lors il y ait eu de courtes périodes d'amélioration.

Du fait que deux ou trois sérieux marasmes se soient produits sous gouvernement socialiste, les partis d'esprit conservateur sont parvenus, au cours de la récente campagne électorale, à persuader de nombreux électeurs qu'un ministère social-démocrate conduit nécessairement à la crise monétaire. Le cri de guerre des conservateurs a donc été : « Il n'y aura pas d'amélioration tant qu'il n'y aura pas de nouveau gouvernement », et il n'a pas été sans écho.

L'attitude du petit parti libéral, appelé radical, était plus raisonnable. Il disait : « Nos alliés de l'O.T.A.N., c'est-à-dire les Etats-Unis, l'Angleterre et l'Allemagne de l'Ouest, insistent sans cesse pour que le Danemark augmente ses dépenses militaires ; mais en même temps ils nous appauvrissent en frappant nos produits agricoles exportés de contingentements et de droits de douane, et en subventionnant largement leur propre agriculture. Cela ne peut continuer et nous devons le dire clairement à nos alliés au cours de négociations directes. »

Il sera intéressant de voir si le nouveau gouvernement, au sein duquel il y a des radicaux, prendra effectivement une ferme position envers les grandes puissances occidentales : Etats-Unis, Angleterre et Allemagne de l'Ouest.

Un autre aspect important est celui des projets relatifs à l'Union douanière de l'Europe occiden-

tale, des Six et du libre marché commercial qui s'y rattache. Du fait que l'Angleterre semble décidée à écarter les produits alimentaires de la zone de libre échange, il est possible que le Danemark adhère à l'Union douanière de l'Europe occidentale. Les paysans et leur parti libéral ont déjà défendu ce point de vue au cours de la campagne électorale, et comme la Norvège fait de son mieux pour empêcher une union douanière scandinave, de même qu'elle s'opposa à la création d'une alliance défensive scandinave en 1949, il est possible que le Danemark rejoigne les « Six ». Pour l'instant, la décision n'est pas prise.

LA LUTTE DES SYNDICATS

Alors que la crise monétaire a représenté un désavantage pour les social-démocrates dans certains milieux bourgeois et petit-bourgeois, c'est l'interdiction des grèves qui a causé au parti socialiste le plus grand dommage chez les électeurs ouvriers. En mars 1956, à l'étonnement général, des grèves éclatèrent dans les chantiers navals, dans les imprimeries — pour toutes les publications non-socialistes —, dans le bâtiment, et parmi les marins et les ouvriers du pétrole, y compris les travailleurs des transports intéressés par cette dernière industrie. Le motif était que les nouveaux dirigeants des organisations patronales refusaient catégoriquement d'admettre n'importe quelle revendication syndicale. L'arrêt de la publication des journaux bourgeois, de la répartition de l'essence et du transport maritime provoqua une forte peur chez les paysans et dans les classes moyennes, alors que les travailleurs étaient exaspérés par la politique patronale, maintenue malgré que beaucoup d'entreprises avaient réalisé des bénéfices record et avaient distribué d'importants dividendes.

Quand les journaux bourgeois cessèrent de paraître, les parties intéressées demandèrent que la radio diffuse des émissions quotidiennes de façon à ce que l'opinion fut informée de l'attitude patronale envers les grévistes. La direction de la radio accepta, mais à la condition que les autres intéressés puissent également participer aux programmes quotidiens, lesquels portèrent le nom de « Commentaire de la situation ». Ces émissions devinrent de ce fait le champ de bataille des propagandes ; les politiciens bourgeois attaquèrent violemment les syndicats et les travailleurs, dénonçant leurs revendications comme antisociales, accusant leurs méthodes d'atteintes à la liberté de la presse ; les représentants social-démocrates gouvernementaux défendirent la conception de « la raison et de la paix » sur le plan du travail ; les stalinien s défendirent seuls le point de vue ouvrier. Un ou deux leaders syndicaux socialistes s'employèrent à justifier les revendications ouvrières, mais furent considérablement gênés par l'attitude gouvernementale de « paix à tout prix ». Au beau milieu du conflit le gouvernement intervint et fit passer au Parlement une loi interdisant les grèves dans l'industrie des huiles et du pétrole. Cette mesure rendit les travailleurs plus enragés encore, si bien que les propositions arbitrales, qui contenaient des augmentations de salaires et offraient un système de sécurité médicale (allocations pour la période de maladie), furent rejetées, bien que les dirigeants syndicaux les eussent jugées acceptables.

Cependant, le compromis refusé par les travailleurs fut aussitôt légalisé par le Parlement sur proposition du gouvernement social-démocrate. Il n'y eut que le petit groupe stalinien et un social-démocrate (Hans Rasmussen, leader des ouvriers

métallurgistes), qui votèrent contre la proposition, et deux autres députés des syndicats socialistes qui s'abstinrent. Ainsi, les grèves en cours et celles qui allaient éclater se trouvaient interdites.

Cette intervention brutale dans le mouvement syndical provoqua une petite révolution. A Copenhague, tout travail cessa pendant deux jours pour protester contre l'interdiction des grèves, et 200.000 ouvriers, après avoir manifesté dans le centre de la ville, se rassemblèrent pour un meeting de protestation, à côté de Christianborg, le siège du Parlement. Dans les grandes villes de province, il y eut également des grèves et des meetings, et au cours des mois qui suivirent, des protestations s'élevèrent dans tous les meetings et congrès syndicaux.

Il faut ajouter que le grand meeting tenu face à Christianborg le 13 avril 1956 fut le plus grand rassemblement que le Danemark ait jamais connu. La colère ouvrière était extraordinaire, et le gouvernement comme les dirigeants social-démocrates eurent contre eux la grande majorité des travailleurs.

LE PROGRAMME ELECTORAL SOCIAL-DEMOCRATE

Il faut reconnaître qu'avec cet handicap au départ, les socialistes eurent du mérite à ne perdre que 2 % de leurs électeurs, au scrutin qui se tint un an plus tard. Ce résultat est d'autant plus extraordinaire que le programme électoral du parti était faible. Au congrès du parti, tenu en janvier 1957, il fut décidé que la campagne électorale se ferait sur le thème « pour la liberté et pour le bien-être », avec quelques points très généraux concernant des investissements, une production et des exportations plus importantes ; des mesures contre le chômage et, en termes plus vagues encore, des modifications à la législation sociale. 99 % des propositions n'avaient aucun contenu social. Deux phrases pouvaient être interprétées comme indication d'une tendance socialiste, notamment celle (toujours en termes vagues) qui parlait d'intéresser les salariés à la gestion de l'industrie, de leur donner une certaine influence, de créer des fonds sociaux en faveur des salariés. Cette forme de démocratie industrielle peut être jugée comme un début de main mise ouvrière sur les entreprises, en d'autres termes comme le commencement d'une forme de communauté démocratique socialiste ; mais il semble que les auteurs du programme n'aient eu en vue que la « coopération » et la « compréhension » entre tous les participants de la production, avec comme but la productivité et l'augmentation de la production ; c'est-à-dire la tendance manifestée par les dirigeants syndicaux américains.

Quelles qu'aient été les intentions, ces phrases déjà bien peu audacieuses disparurent complètement des discours électoraux que les chefs du parti prononcèrent en avril. Dans la propagande électorale, « la démocratie industrielle » n'eut qu'une place des plus modestes ; rares furent les candidats ou les journalistes qui en firent mention.

Les propositions de réformes concrètes, qui ont toujours été les meilleures armes politiques des partis social-démocrates, et qui s'adressent aux larges masses des électeurs, ne furent pas lancées spectaculairement cette année. La campagne fut hésitante, tant au point de vue socialiste qu'à celui des réformes. En 1953, le parti avait au moins la revendication de la « retraite populaire », laquelle est aujourd'hui votée sous une forme mitigée et qui prendra effet le 1^{er} octobre 1957.

LES RESULTATS ELECTORAUX

Les élections du 14 mai donnèrent les résultats suivants :

	Voix		%		Sièges	
	1957	1953	1957	1953	1957	1953
Social-démocrates	910.000	895.000	39,4	41,3	70	74
Radicaux	180.000	170.000	7,8	7,8	14	14
Conservateurs	384.000	365.000	16,6	16,8	30	30
Libéraux (parti paysan)	579.000	500.000	25,1	23,1	45	42
Parti impôt unique (Retsforbun- det)	123.000	75.000	5,3	3,5	9	6
Communistes staliniens	72.000	94.000	3,1	4,3	6	8
Indépendants (réactionnaires) ..	53.000	58.000	2,3	2,7	0	0
Parti Schleswig (Allemands) .. .	9.200	9.700	0,4	0,5	1	1
Totaux	2.290.200	2.066.700	100	100	175	175

Le pourcentage des voix atteignit cette année 83,7 contre 80,6 en 1953, et fut plus élevé que lors des précédentes élections. La participation accrue fut le fait des couches sociales non ouvrières et avantagée essentiellement deux partis, le Parti de l'impôt unique et les libéraux, qui obtinrent de nombreuses voix supplémentaires, par comparaison avec 1953.

LE PARTI DE L'IMPOT UNIQUE

L'avance du Parti libéral était attendue, mais la poussée relativement plus forte du Parti de l'impôt unique causa une surprise générale. Les sondages pré-électorales avaient annoncé une modeste victoire de ce parti, mais nombreux étaient ceux qui prédisaient sa déconfiture, et les plus optimistes des militants du parti lui-même ne prévoyaient qu'une avance moyenne. Ce n'est en vérité pas sur la base de la doctrine (« impôt foncier total » et « confiscation de l'augmentation de la valeur des biens fonciers, qui correspond au travail de la communauté ») que le parti remporta un net succès. Celui-ci fut le résultat d'une agitation démagogique contre tous les autres impôts, à la manière poujadiste, contre les contrôles d'Etat, contre la bureaucratie et les réglementations. La plus grande partie des votes nouveaux représenta des votes de protestation contre l'intervention d'Etat, contre les autres partis. Nombre de ces électeurs sont politiquement indifférents — jeunesse et petite bourgeoisie — qui, en général, ne votent pas du tout, et il y a de plus un certain nombre d'anciens électeurs staliniens qui s'exprimèrent par ce biais.

La masse électorale du Parti de l'impôt unique est hétérogène. Le noyau lui-même est formé de quelques milliers de Georgistes, pour lesquels l'enseignement de Henry George est sacré et répond à tous les maux dont souffre la société. Beaucoup de partisans se recrutent parmi les petits paysans, du fait que les organisations danoises de petits propriétaires ont eu à leur programme, dès leur formation en 1902, « l'impôt unique » qui était partie intégrante de leur idéologie.

La violente campagne menée par le parti contre les taxes et les restrictions à l'importation leur a valu les sympathies des commerçants, alors que son libéralisme économique extrême et son opposition semi-anarchiste à tout contrôle et à toute bureaucratie d'Etat lui a gagné des appuis chez les hommes d'affaires. Dans les milieux ouvriers, la position du parti est faible, du fait que son anti-étatisme ne s'est jamais manifesté lors des luttes syndicales ; bien au contraire : le Parti de l'impôt unique a toujours voté en faveur de l'interdiction

des grèves et s'est toujours opposé à la liberté d'action du mouvement syndical. Son pseudo-anarchisme et son « pur » libéralisme sont pratiquement de caractère asocial, ou antisocial. Les mots-clefs ont été : « chacun le sien » et « n'empoisonnez pas le peuple avec l'autorité d'Etat », mais l'esprit qui animait ces slogans était celui du « bon vieux » capitalisme : « Occupez-vous de vous-même » et « Que diable allez-vous faire avec les autres ! ». C'est-à-dire l'opposé d'un mouvement ouvrier qui appelle à la solidarité.

A part le programme strictement georgiste, les membres et les députés du Parti de l'impôt unique adoptent des positions très diverses. Il y a par exemple parmi eux des pacifistes et des partisans de la défense nationale, des partisans de l'O.T.A.N. et des neutralistes de tous genres et, en ce qui concerne ces problèmes, il n'est pas rare de voir les parlementaires georgistes voter en sens opposé. Cependant la thèse officielle du parti rejette le renforcement du service militaire par la conscription.

Le parti ne possède aucun quotidien, mais entretient une vigoureuse propagande orale. Son président, Viggo Starcke, est un brillant orateur et un véritable démagogue ; ses discours à la radio avant les élections ont rallié plusieurs milliers de voix, notamment parmi la masse flottante.

Au cours des scrutins des dernières dix années, le nombre de suffrages recueillis par le parti a varié dans des proportions inconnues pour les autres partis ; le pourcentage des victoires est équilibré par des défaites retentissantes.

LES PARTIS BOURGEOIS

Si nous avons parlé plus longuement du Parti georgiste, c'est que le Danemark est le seul pays au monde où ce parti existe. Voyons maintenant les autres organisations politiques non-socialistes. Nous avons jusqu'à présent évité un parti chrétien, et la religion joue un rôle politique et social plus réduit au Danemark que dans d'autres pays. Nous n'avons pas non plus de mouvement syndical chrétien de quelque importance. Mais en certaines régions, parmi les paysans, notamment en Jutland, les « missions intérieures » puritaines possèdent une influence dont il faut tenir compte, spécialement dans le domaine culturel. La quasi totalité de la population appartient à l'Eglise d'Etat luthérienne, mais quiconque en a l'envie peut sans difficulté quitter l'Eglise et conserver tous ses droits civils. L'Eglise en tant que telle est politiquement neutre ; aucun des partis n'est anti-clérical, mais il n'existe pas non plus de cléricisme politique puissant. Dans tous les partis fonctionnent des « cercles s'intéressant à la religion »,

et ils exercent une forte influence dans les partis non-socialistes, surtout chez les libéraux et chez les conservateurs.

Le plus grand parti non-socialiste est le **Parti de gauche** (libéral), appelé Venstre. Sa base est formée par des paysans indépendants et avant 1945 il était presque entièrement composé de ruraux. Depuis la guerre il a gagné le soutien de certains citadins, aux dépens des conservateurs. Les libéraux bénéficient de l'appui d'une presse extraordinairement bien diffusée, mais ils n'ont jamais tenté de lancer un journal à Copenhague, ville qui est dominée à l'exception des journaux socialistes, par deux quotidiens de vieille date : « Berlingske Tidende » et « Politiken », qui possèdent chacun leurs éditions de midi et du soir. (La presse social-démocrate est propriété des syndicats et est financée par eux, encore que beaucoup de travailleurs ne lisent que la presse bourgeoise.)

Suivant la tradition, le Parti de gauche est « libéral », mais en réalité, au cours de la plus grande part du siècle présent, il a été conservateur. Ce n'est pourtant qu'à partir de 1945 que la gauche a accepté le soutien financier permanent de l'organisation patronale danoise — l'Union des employeurs — de la même façon que le **Parti Conservateur Populaire**.

Ce dernier est le deuxième grand parti non socialiste du Danemark. Il représente les mêmes intérêts que les partis de droite dans les autres pays scandinaves et professe une idéologie identique. Après la première guerre mondiale, il défendit le suffrage universel et admit le principe d'une législation sociale. Après la deuxième guerre mondiale, le traditionnel nationalisme des classes moyennes fut partiellement remplacé et partiellement renforcé par un certain internationalisme démocratique au sein de l'O.T.A.N., et par une certaine sympathie envers les efforts tendant à l'unification européenne. En 1930 cependant, il existait une forte tendance fasciste en son sein, principalement dans les organisations de jeunesse.

Sa base est formée par les classes moyennes et les « gens comme il faut » des villes. Il n'a que peu d'appuis dans les campagnes, surtout des grands propriétaires terriens et certains gros fermiers, avec des « missions intérieures » chez les pêcheurs et les fermiers du Jutland du nord-ouest. Aux élections de mai 1957, la Gauche et le Parti de l'impôt unique gagnèrent des groupes conservateurs, notamment dans la banlieue de Copenhague.

Le troisième ancien parti non socialiste du Danemark est le **Radical de Gauche**. Il rompit avec la vieille Gauche en 1905, quand elle exprima l'opinion que les dépenses militaires ne pouvaient être réduites. Depuis lors, les radicaux ont tenté de maintenir ces dépenses à « un niveau raisonnable ». Ils ont toujours défendu les économies en matière militaire, même aux élections de 1957. En 1949, ils votèrent contre l'adhésion du Danemark à l'O.T.A.N., et aux élections de 1950 et de 1953, ils menèrent une vigoureuse campagne contre la politique de l'O.T.A.N., mais sans beaucoup de résultats. Ils furent moins stricts à ce sujet lors de la récente campagne électorale ; en fait, ils ont soutenu le point de vue gouvernemental concernant l'O.T.A.N., quand il fut répondu à la note de Boulganine, et en tant que membres du nouveau ministère ils ont donné leur accord à la déclaration affirmant que la politique extérieure du pays serait poursuivie sans changements, c'est-à-dire conformément aux règles de l'O.T.A.N.

Le parti est « radical » de tradition, défend les réformes et manifeste un net sens social, mais il a été effectivement, pendant plusieurs années, un parti du centre typique.

Les petits fermiers, les intellectuels, ainsi qu'un

certain nombre de petits commerçants constituent, avec les fonctionnaires, le gros des troupes électorales du parti radical. Les pacifistes, les objecteurs de conscience, les végétariens, les Grundtvigiens (les « chrétiens contents »), les libres-penseurs ont leur place dans ce parti ; pourtant les intellectuels radicaux authentiques sont devenus de plus en plus rares au cours des dernières années. Stagnation et décadence ont réduit son influence électorale depuis 1920.

LES PARTIS OUVRIERS

Les **social-démocrates** et les **communistes** sont en tous points semblables à leurs frères d'Europe occidentale. Le fait qu'ils n'aient pas perdu davantage de voix aux dernières élections, en dépit des faiblesses signalées plus haut, s'explique surtout par le manque de concurrence au sein des masses électorales auxquelles ils s'adressent. Bien que chacun à leur façon, ils se soient compromis plus que jamais, ils apparaissent comme les seuls représentants des intérêts ouvriers.

De plus, pour ce qui concerne les stalinien, ils avaient déjà, lors des élections de 1945 et 1953, passé de 255.000 électeurs à 95.000, c'est-à-dire de 12,5 % à 4,3 % du corps électoral. La plus grande partie des esprits indépendants et des gens de gauche possédant un sens critique, tant intellectuels qu'ouvriers, avaient abandonné le P.C. bien avant le XX^e Congrès de l'U.R.S.S. et l'affaire hongroise. Il ne reste au sein du P.C. danois que les fonctionnaires du parti et des fanatiques stalinien, avec quelques éléments extrémistes primitifs qui souvent haïssent davantage les chefs social-démocrates que les capitalistes, et qui vont instinctivement vers l'organisation la plus « révolutionnaire ». Ces facteurs limitent étroitement les dimensions de la défaite, et nous en sommes maintenant à un P.C. qui a perdu 25 % de ses rares électeurs, beaucoup des 72.000 fidèles ayant voté pour lui par manque de « quelque chose de meilleur ».

Une remarque : le nombre de bulletins blancs ou nuls est passé de 5.000 à 11.000, et cette augmentation est due essentiellement aux communistes mécontents. Dans certaines cellules, une campagne chuchotée fut menée pour que les membres mécontents manifestent contre la direction du parti en votant blanc, ce que beaucoup firent. Le nombre d'adhérents du parti est tombé de 60.000 en 1945 à 11.000 en octobre 1956 ; le tirage de la presse est passé pendant la même période de 65.000 à 13.000.

Deux mois avant les élections, quelques anciens communistes et d'anciens social-démocrates tentèrent de fonder un parti socialiste de gauche, mais ils scissionnèrent presque aussitôt en deux groupes, le premier étant déjà défunt, et le second n'ayant qu'une valeur de secte sans grande influence politique, et traversé de courants d'opinions contradictoires.

Les social-démocrates furent largement aidés, financièrement et moralement, par l'ensemble du mouvement syndical, au cours de la campagne électorale — et cela en dépit de l'interdiction des grèves décidée l'année précédente, mesure contre laquelle la direction syndicale avait protesté. (Ce fut la première fois, en trois quarts de siècle d'histoire du mouvement ouvrier danois, qu'il se produisit une opposition publique entre les directions syndicales et social-démocrate.)

Un autre aspect de la lutte électorale fut fourni par la proposition socialiste de modifier les taxes, dans le but de répartir plus équitablement les impôts entre les salariés et le reste de la population. Sans doute ce projet a-t-il permis aux social-démocrates de retenir ou de conquérir les voix des

L'EGLISE CATHOLIQUE CONTRE L'ECOLE PUBLIQUE

fonctionnaires, lesquels ne manifestent guère de solidarité de classe ou de sympathie idéologique envers le mouvement ouvrier. Enfin, la promesse de défendre la réglementation des loyers a sans aucun doute aidé les social-démocrates à se maintenir dans les quartiers peuplés de locataires des grandes villes.

Compte tenu de ces circonstances et bien que les électeurs danois soient généralement fidèles au parti qu'ils ont choisi, les résultats constituèrent une légère défaite pour les social-démocrates, explicable partiellement par l'abstention de milliers de travailleurs. La masse des votes ouvriers a été plus ou moins constante au cours des vingt dernières années, mais elle ne fut jamais aussi réduite que cette année.

Il est peu probable que la nouvelle coalition gouvernementale innovera beaucoup, sauf si la situation économique s'avère particulièrement favorable. Il y a danger que dès le printemps 1958 ce gouvernement, et avec lui les social-démocrates, n'entrent en conflit avec les syndicats, lesquels se préparent à livrer bataille à cette époque pour obtenir la réduction de la semaine de travail, les travailleurs danois se trouvant aujourd'hui, avec les 48 heures, parmi les plus défavorisés, au sein des nations industriellement développées.

Si une lutte ouvrière s'engage au printemps 1958 pour la réduction du temps de travail, elle provoquera sans doute un heurt entre dirigeants du parti et dirigeants des syndicats, entre organisation politique et organisation syndicale, et sans doute le résultat sera-t-il une tension intérieure et un affaiblissement extérieur du mouvement ouvrier en général. Mais d'un point de vue plus large, et suivant une plus longue perspective, semblable situation peut provoquer la cristallisation d'une véritable opposition de gauche.

Au congrès socialiste de janvier, une authentique critique politique se manifesta pour la première fois depuis 1920, c'est-à-dire une critique de la politique de compromis, sans principe, menée par le gouvernement de minorité social-démocrate. Il n'y eut pas beaucoup de reproches formulés ni de doutes émis, mais ils le furent par des hommes qui n'avaient rien du franc-tireur : deux des principaux leaders syndicaux et deux députés se trouvaient parmi eux. Il n'y eut évidemment pas d'opposition révolutionnaire, mais une forte critique de « gauche » s'éleva.

Au congrès du P.C. danois, tenu le même mois, une petite opposition, numériquement faible, se prononça contre l'attaque soviétique déclanchée contre la Hongrie, et parmi les adhérents demeurés au parti, le trouble régnait, notamment chez les intellectuels, dont l'organe « Dialogue » leur permet de s'exprimer devant l'opinion. De même, dans l'organe neutraliste et « sympathisant » « Libre Danemark », des communistes exclus ou démissionnaires exprimèrent leurs critiques en termes nets après les événements de Hongrie. Il est significatif que le leader du parti, Aksel Larsen, ee permit une fois ou deux, très prudemment et pour des raisons tactiques, de marquer une tendance indépendante de la politique russe, sur des questions mineures.

On peut enfin signaler que des manifestations critiques apparaissent chez les intellectuels social-démocrates, notamment au sein de l'association « Forum libre » et dans l'organe du même nom.

Juin 1957.

Carl Heinrich PETERSEN.

(1) Le Parti de la Taxe Unique (Rets Forbundet) est basé sur la théorie de Henry George concernant la propriété communale de la terre, et qui considère la rente foncière comme l'élément principal de l'activité sociale.

L'introduction de quelques thèmes dans les programmes scolaires des cours supérieurs a provoqué un conflit entre la Fédération Nationale des Professeurs et le Conseil de l'Enseignement primaire, conflit qui a rapidement débordé de ses limites premières pour s'étendre au plan national, ce qui s'explique aisément du fait que les principes fondamentaux de la formation intellectuelle et morale de l'enfance uruguayenne sont mis en jeu. En résumé, voici les faits : le programme avait été mis au point par une commission de techniciens dont la compétence est indiscutable. Aucun des participants à la Commission n'était novice en ces problèmes d'enseignement et l'étude des programmes fut réalisée suivant des critères scientifiques. Ce programme comprenait, pour les 5^e et 6^e années, des sujets tels que la reproduction, l'origine des êtres vivants, les questions d'hygiène et de morale en relation avec la sexualité, la laïcité de l'enseignement, etc. Il était admis, et cela nous semble raisonnable, que l'élève de 5^e se trouve mentalement en état de connaître, par exemple, les expériences chimiques et simples de Redi, Pasteur, Spallanzani et autres, démontrant que tout être vivant provient d'un autre être vivant. Deux buts étaient poursuivis : d'une part débarrasser l'esprit de l'enfant des fausses conceptions en lui faisant connaître la méthode de travail scientifique, et d'autre part le mettre en communion avec les grands penseurs qui ont contribué aux progrès de l'humanité, et déterminer un sentiment de reconnaissance et d'émulation.

L'Eglise catholique, qui a toujours observé une attitude ouverte ou dissimulée d'hostilité envers l'école publique, et qui attendait le moment favorable pour intervenir en faveur de ses intérêts, mit l'occasion à profit pour créer un climat de méfiance à l'égard des nouvelles orientations pédagogiques, grâce à sa presse et à ses journalistes radiophoniques, et ses représentants interpellèrent le gouvernement. C'est alors que se produisit un fait incroyable : le Conseil de l'Enseignement primaire, qui avait qualifié le programme de « brillant » et qui s'était moralement engagé avec ses techniciens, céda aux pressions et décida de supprimer ou de modifier les points du programme, cela sans crier gare, sans consulter ceux qui avaient travaillé à la mise au point du programme, et avec le seul désir de donner satisfaction au clergé. Le comportement du Conseil a été lamentable et a porté préjudice aux enseignants, aux parents et aux enfants eux-mêmes qui seront en fin de compte les seuls lésés. Fort heureusement la réaction populaire ne se fit pas attendre, et si le programme officiel sera maintenu en tout état de cause, un mouvement d'opinion bénéficiant d'un fort courant populaire est lancé, pour obtenir que le programme initial soit rétabli. De son côté, l'assemblée générale de la Fédération Nationale de l'Enseignement a exigé la démission du Conseil de l'Enseignement primaire.

L'affaire ne peut être traitée comme un incident banal, du fait qu'elle correspond à des causes profondes et que ses conséquences ne peuvent être toutes prévues. Il y a donc lieu de préciser les positions de chacun. Du point de vue technique,

L'Ecole publique uruguayenne est aussi bonne que le permet un pays où l'enseignement en général traverse une crise. Compte tenu des médiocres moyens dont elle dispose — locaux inadéquats, insuffisants, ou mal entretenus ; matériel inférieur aux besoins d'un bon enseignement — le corps des instituteurs remplit ses fonctions avec conscience et responsabilité. Par contre, il est nécessaire d'examiner l'orientation de l'Ecole publique, laquelle sert d'instrument à un type d'Etat particulier, et de ce fait exalte des valeurs discutables si on les compare avec la réalité nationale et si on les sou-

met à une étude sociologique objective. Nous pensons néanmoins que malgré ces réserves l'Ecole publique remplit pour une bonne part un rôle positif, d'un point de vue démocratique, dans la bonne acception du terme. Aussi, face aux attaques des forces de régression, cléricales en la présente situation, qui s'efforcent de s'en prendre au caractère laïque de l'école pour s'infiltrer progressivement et modifier son orientation, nous faisons confiance au peuple pour que celui-ci manifeste son appui et sa solidarité à l'Ecole publique.

G. Ch. - Montevideo.

La mort de S. Lozovski et le crime d'Ehrenbourg

Sous la signature d'André Pierre le Monde a cité un extrait d'un article de Bernard Turner, correspondant à Moscou du Daily Mail et du Davar de Tel-Aviv, arrêté et condamné en 1943, libéré après la mort de Staline.

Mais l'article tout entier paru dans un journal de Tel-Aviv et dans Dissent, revue américaine, mérite d'être reproduit ici. Nous l'empruntons à Est-Ouest, du 16-31 mars 1957.

A ceux qui traitent notre lutte contre le totalitarisme moscoutaire d'affaire de famille, de méditer sur « la chasse aux juifs » ordonnée par Staline (savent-ils que le passeport intérieur russe porte obligatoirement la mention raciale ?). Aux beaux esprits qui souhaitent des relations culturelles franco-russes de méditer sur le patronage d'Ilya Ehrenbourg, mouchard hier, entremetteur aujourd'hui. Aux militants ouvriers, qui envisagent sans répugnances de s'asseoir aux côtés d'un Monmousseau et d'un Frachon de méditer sur le sort de S. Lozovski, le premier secrétaire de l'Internationale syndicale rouge, que sa soumission à Staline pendant longtemps, ne saura pas d'un sort atroce, qui fut torturé à mort, parce que survivant d'octobre 1917 et parce que juif.

A la fin du mois de mars 1949, nombre d'entre nous fûmes transférés du camp de Zaiarsk à « notre » quartier général à Bratsk, en Sibérie. On nous donna à chacun deux kilos 400 grammes de pain noir, quatre harengs et 60 grammes de sucre, notre nourriture pour les quatre jours de marche.

Environ 2.000 hommes et femmes étaient rassemblés au point de départ. Les colonnes en marche étaient encadrées de gardes armés qu'aidèrent des chiens dressés à attaquer les trainards parmi les esclaves. Nous faisons 40 kilomètres par jour. C'est la nuit seulement que nous pouvions chauffer nos membres las et gelés aux feux allumés dans la neige fondante de printemps.

Nous arrivâmes à Bratsk le cinquième jour. Le camp, qui couvrait une surface d'environ 750 mètres de côté, était entouré d'une clôture en bois haute de plus de 3 mètres et surmontée de quatorze rangées de barbelés. Des miradors avec des mitrailleuses s'élevaient aux quatre coins. Dans l'enceinte du camp, il y avait trente-six baraques et huit tentes pour les gardes.

Peu après notre arrivée, je fus englouti dans un des baraquements les plus encombrés. Le brouhaha que faisaient ses 500 habitants et plus le faisait ressembler à une ruche. Tous les peuples de la vaste Russie figuraient dans cette mer humaine. Détenus politiques et « ennemis du peuple » étaient mêlés aux pires criminels de droit commun. Sur les couchettes de bois le long des murs s'entassaient des corps humains, tels des ballots de guenilles. Ceux qui n'avaient pu y trouver place couchaient sur le sol de terre battue.

Non loin du robinet, presque à la porte, un vieux Juif était assis sur un escabeau. Son état physique était tel qu'il ne semblait plus bon à rien d'autre qu'à balayer la baraque. Terriblement fatigué, je cherchai une place pour m'allonger. Mes yeux rencontrèrent ceux du vieillard. Son regard pénétrant et son visage intelligent inspiraient la confiance. M'approchant, je lui demandai où je pourrais m'étendre. Se tournant vers un des corps couchés, le vieil homme dit :

« — Khaver Feffer, voudriez-vous avoir la bonté de vous pousser un peu pour que cet homme puisse s'allonger ? »

Le nom et la vue de la personne reproquevillée me bouleversèrent jusqu'au fond de l'âme. Son effrayant aspect ne m'empêcha pas de le reconnaître aussitôt. C'était Itzik Feffer, poète juif réputé, colonel de l'armée rouge. En 1943, j'avais rencontré Feffer et le célèbre acteur Chlomo Mikhoels au Grand Hôtel de Kouïbychev, à la veille de leur départ pour l'Amérique comme représentants du Comité Juif Antifasciste. Le malheureux Feffer n'était maintenant qu'un squelette. Tous ses membres tremblaient, mordant nerveusement ses lèvres bleues, il regardait autour de lui d'un air hébété, marmonnant à part lui. Je pleurai silencieusement à cette vue. Itzik Feffer, l'éminent poète juif soviétique, gisait maintenant dans la fange. Il portait des guenilles, le pantalon tenu par une ficelle d'où pendait une gamelle militaire. Ses lunettes, les lunettes caractéristiques de Feffer, étaient brisées, maintenues par des bouts de ficelle.

Plus tard, j'appris que le vieil homme, le balayeur, était David Bergelson, le grand écrivain soviétique de langue juive. Pendant la semaine que nous passâmes ensemble, nous parlâmes longuement. J'appris de lui que Peretz Markich (autre écrivain soviétique de langue juive) avait aussi été dans ce camp. Il y avait écrit un grand poème épique de la douleur et de la souffrance, « Le Troisième Empire Romain ». Malheureusement, le N.K.V.D. découvrit le manuscrit (quelque six ou sept cahiers, d'une écriture serrée) pendant une inspection et l'envoya à Moscou. L'ordre vint bientôt de mettre Markich au secret. Il fit parvenir un mot à Bergelson disant qu'on lui préparait un nouveau procès. Ce fut la dernière trace de Markich.

* *

Feffer et Bergelson me racontèrent que leur arrestation avait été le point culminant d'événements qui remontaient à 1944. C'était alors qu'ils avaient eu connaissance pour la première fois de la politique antisémite poursuivie par le Parti et l'Etat en Union soviétique. En 1944 le Ministère soviétique des Affaires étrangères souffrait d'une pénurie de diplomates, intensifiée par le développement des relations avec l'Occident. Un institut pour la for-

mation de personnel diplomatique fut ouvert à Moscou, dirigé par le vice-ministre des Affaires étrangères Dekanozov (qui partagea plus tard le sort de son camarade Béria). L'institut avait un *numerus clausus* rigide pour les étudiants juifs. Feffer et Bergelson soulevèrent cette question à une réunion fermée à laquelle assistaient le vice-ministre des Affaires étrangères Lozovski, l'ancien ambassadeur des Soviets à Rome A. Stern (qui faisait alors partie de la Faculté de l'Institut), Ilya Ehrenbourg et Chlomo Mikhoels. Lozovski tenta vainement d'attirer sur la question l'attention de Dekanozov. Il conféra plus tard avec le ministre des Affaires étrangères Vychinski qui nia jusqu'à l'existence d'une discrimination au détriment des Juifs. Lazare Kaganovitch refusa de parler même de la question.

Plus tard, poursuivit Bergelson, il devint clair comme le jour que la politique antisémite dans les affaires intérieures de l'Union soviétique avait été pleinement sanctionnée par Staline et le Politburo. Les milieux communistes juifs eurent connaissance d'un décret ultra-secret pris par le Comité central du Parti et portant exclusion des Juifs, communistes ou non, des « armées nationales » polonaise et tchécoslovaque formées sur le sol soviétique par le colonel Berling et le général Svoboda.

Le décret stipulait expressément que tout Juif d'apparence typiquement juive (« nez juif », cheveux frisés, accent yiddish) devait être exclu de l'armée polonaise de libération, de l'armée rouge et des unités du N.K.V.D. attachées à l'armée polonaise. Les Juifs de « bonne » apparence pouvaient changer leur nom en un nom purement polonais et supprimer toute trace de leur identité juive.

Lozovski avait informé Bergelson que Wanda Wassilewska, membre du Soviet suprême et femme du vice-ministre des Affaires étrangères Korneitchouk, qui avait facilement accès auprès de Staline, avait joué un rôle majeur dans la « nouvelle » politique antijuive. Cette politique était maintenant systématiquement suivie, non seulement en Union soviétique, mais dans les pays d'Europe orientale où avaient été établis des régimes communistes. Bergelson et Feffer me dirent que cette politique, si diamétralement opposée à l'idée communiste, était quelque chose à quoi ni eux, ni les autres écrivains communistes juifs et autres « personnalités culturelles », ne pouvaient se résigner. La nouvelle situation était souvent discutée dans leurs milieux. Parmi ceux qui participaient à ces réunions il y avait Ilya Ehrenbourg.

★

Pendant ce temps, des arrestations en masse de Juifs continuaient, notamment de ceux qui n'étaient pas citoyens soviétiques. Le cours antisémite officiel était évident pour tous. Alors eut lieu l'arrestation des membres du Comité Juif Antifasciste qui marqua le point de départ d'une guerre totale contre les Juifs et la culture juive. Le principal témoin à charge contre les personnes arrêtées, accusées de « nationalisme juif » et de « sionisme », ne fut nul autre qu'Ilya Ehrenbourg. Il prêta aussi la main à l'arrestation de beaucoup d'autres Juifs, y compris des membres de sa famille, sans doute pour tenter de sauver sa propre peau. Il n'hésita même pas à dénoncer au N.K.V.D. Lozovski, son ami le plus proche.

Feffer, de surcroît, était accusé, me dit-il, d'avoir eu des contacts étroits avec les leaders du Bund (socialiste juif) Ehrlich et Alter pendant leur séjour à Kouibychev, nonobstant le fait que lui, Feffer, était à l'époque à Tachkent. On l'accusait aussi d'avoir collaboré avec les Sionistes et les Bundistes à New-York.

Feffer, Bergelson et les autres communistes juifs furent soumis à des tortures bestiales au cours de l'instruction de leur affaire. Pieffer se rappelait

avoir vu Lozovski à la prison de la Loubianka : Lozovski avait le bras cassé, son visage n'était qu'une plaie béante. D'après une rumeur, Lozovski finit par se suicider, mais Feffer faisait remarquer très justement qu'il était impossible de se suicider à la Loubianka, les prisonniers étaient privés de tout moyen possible de le faire. Il ne peut y avoir aucun doute que Lozovski ait été torturé à mort.

Bergelson me dit qu'entre autres choses il fut soumis lui-même au traitement bien connu qui consiste à rester assis sur un tabouret à deux pieds pendant vingt heures d'affilée. Au plus déger mouvement, il perdait l'équilibre, tombant sur le dallage de pierre. Couvert de meurtrissures, il devait remettre le tabouret d'aplomb et se rasseoir. Plus d'une fois le tabouret se cassa et on en apporta un autre... Cela dura des jours, des semaines. Finalement, on apporta des tabourets particulièrement solides...

En quittant Bergelson et Feffer, je leur fis part de mes projets d'évasion de cet enfer. Ils me firent la prière suivante : « Si jamais vous rencontrez Ilya Ehrenbourg, demandez-lui en notre nom de déposer des fleurs sur les tombes inconnues des innocents assassinés, des martyrs à la mort desquels il a contribué pour une bonne part ».

★

Six ans plus tard, en octobre 1955, j'ai eu l'occasion — et la satisfaction — d'accomplir cette dernière volonté de Bergelson et de Feffer. Cela se passait à l'aéroport de Vienne. En présence du président de l'Association des écrivains soviétiques, Nicolas Tikhonov, je transmis à Ehrenbourg, textuellement, le dernier vœu de ses compagnons de plume, Bergelson et Feffer. Ehrenbourg devint blanc comme un linge. Ses lèvres se mirent à trembler, l'écume aux commissures. Ame perdue, il commença à reculer, et il s'enfuit loin de moi.

Bernard TURNER.

SALAIRES EUROPÉENS

Le rapport d'activité pour 1956 de la Chambre syndicale de la sidérurgie française présenté le 21 juin dernier par son président M. Jean Raty contient cette précision intéressante quant au coût de la main-d'œuvre. Celle-ci (charges salariales plus charges sociales) atteint 295 fr. 65 en France contre 293 fr. 22 en Allemagne, soit une différence de 0,8 % approximativement. Mais il a atteint 301,05 en Sarre, 310,87 en Belgique et 359,37 au Luxembourg, soit pour ce dernier pays une avance de plus de 20 % sur les salaires français.

On voit le sérieux des doléances exprimées par les cercles patronaux et les groupes antieuropéens sur la lourdeur des charges sociales pesant sur l'industrie française.

Il s'agit de la situation en 1956. Il convient de noter qu'en Allemagne fédérale, depuis le début de 1957, la revendication des salaires — particulièrement dans la métallurgie — a provoqué d'importants mouvements. Et le conservatisme des dirigeants syndicaux explique peut-être certains succès obtenus par les communistes dans les élections au sein des entreprises.

Enfin, le pays de l'Europe occidentale où les salaires sont nettement inférieurs, c'est l'Italie (où le mouvement communiste est particulièrement puissant). Cependant on fait observer que les prestations de la Sécurité Sociale ne sont pas incluses dans les charges salariales, qu'elles sont presque entièrement payées par les entreprises et qu'elles seraient supérieures à celles des autres pays européens (d'après Livio Magnani, France-Italie, avril-mai 1957).

D'où vient l'argent ?

DU 16 AU 31 JUILLET 1957

RECETTES :

Abonnements ordinaires	90.650
Abonnements de soutien	44.000
	<hr/>
Souscription	134.650
Vente « Chine »	17.750
Vente « Charte d'Amiens »	450
	<hr/>
	500
	<hr/>
	153.350
En caisse au 15 juillet	142.919
	<hr/>
	296.269
	<hr/>
DEPENSES :	
Impression et papier (R.P. de mai 1957)	84.425
Frais d'expédition	6.460
Divers	630
	<hr/>
	91.515

En caisse à fin juillet :

Espèces	35.730
Chèques postaux	169.024
	<hr/>
	204.754
	<hr/>
	296.269

MOIS D'AOUT 1957

RECETTES :

Abonnements ordinaires	156.106
Abonnements de soutien	34.000
	<hr/>
Souscription	190.106
Vente « R. P. »	18.500
Vente « Chine »	70
Vente « Hongrie ouvrière »	680
Vente « Refus de parvenir »	100
Divers	3.250
	<hr/>
	975
	<hr/>
	213.681
En caisse à fin juillet	204.754
	<hr/>
	418.435
	<hr/>
DEPENSES :	
Frais généraux	950
En caisse à fin août :	
Espèces	12.305
Chèques postaux	405.180
	<hr/>
	417.485
	<hr/>
	418.435

DU RAPPORT DE L'O.N.U. SUR L'INSURRECTION HONGROISE

199. — Dans les quartiers industriels de Budapest, la plupart des combattants étaient des ouvriers et le combat s'est transformé en une lutte entre les Hongrois, ouvriers d'usine, et l'armée de l'Union Soviétique. Il en a été surtout ainsi dans les quartiers situés sur la rive gauche du Danube où sont concentrés la plupart des industries lourdes de la Hongrie.

« La Hongrie mourut, le monde pleura des larmes de sympathie et les Nations Unies décidèrent d'enquêter. Cette enquête est faite, et bien faite, mais le rapport est un avis mortuaire et nous ne pouvons nous empêcher de penser que son sujet n'aurait pas dû mourir. »

Omer BECU,
Secrétaire général de l'I.T.F.

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Aucouturier (Paris) 2.000 ; Mme Baldacci (Gard) 3.000 ; Emile Ballereau (Indre) 2.500 ; A. Beau (Loire) 2.000 ; Georges Bouquet (Paris) 2.000 ; Roger Boyer (Tarn) 2.000 ; Robert Buren (Côte-d'Or) 3.000 ; Raymond Calvel (Paris) 2.000 ; André Crespo (Algérie) 5.000 ; Emile Dambourgès (Gironde) 2.500 ; Robert Debré (Paris) 5.000 ; Francis Dufour (Aude) 2.000 ; Maurice Fradin (Paris) 2.000 ; G. Geslin (Seine) 2.000 ; Henri Grenet (Seine) 2.000 ; Daniel Guérin (Bouches-du-Rhône) 2.000 ; Léon Hubert (Seine) 2.000 ; Jean Itard (Paris) 2.000 ; Maurice Kirsch (Paris) 2.000 ; Charles Lebeau (Paris) 3.000 ; Théo Lippe (Belgique) 2.500 ; Pierre Mader (Paris) 5.000 ; Pierre Métayer (Seine-et-Oise) 2.000 ; Maurice Orlande (Rhône) 2.000 ; Jacques Padros (Rhône) 2.000 ; Charles Papillon-Vallety (Paris) 5.000 ; Mme Emilienne Pujolle (Gironde) 2.000 ; O. Regert-Monod (Seine) 2.000 ; Louis Venot (Paris) 2.500 ; Jean-Baptiste Wantiez (Congo belge) 3.000. — Total : 78.000 francs (dont 44.000 du 16 au 31 juillet et 34.000 en août).

LA SOUSCRIPTION

Pierre Albert (Hérault) 500 ; Mme Allègre (Algérie) 500 ; Théophile Argence (Isère) 200 ; Marcel Bavard (Côte-d'Or) 1.000 ; Lucien Beaunée (Côte-d'Or) 1.000 ; Bettendorffer (Seine) 500 ; Jean Biso (Paris) 200 ; Roger Blanckaert (Nord) 200 ; F. Boissier (Loire) 500 ; Joseph Bracops (Belgique) 800 ; Yves Caps (Gironde) 200 ; André Caubel (Loiret) 350 ; Mlle Renée Cellier (Loire) 500 ; Laurent Centene (Paris) 500 ; Georges Chavanne (Seine) 500 ; Jean-Jacques Claudet (Paris) 500 ; Marcel Clermonté (Seine) 500 ; Paul Colson (Oise) 300 ; Pierre Cotter (Paris) 1.000 ; Alfred Couic (Finistère) 300 ; Maurice Delage (Indre) 500 ; Yves Deler (Gironde) 200 ; Emile Devaux (Seine-et-Marne) 200 ; Jean Duperray (Loire) 400 ; Robert Durel (Loire) 200 ; Jean Fourgeaud (Maroc) 500 ; F. Gerin (Loire) 500 ; Roger Guéret (Puy-de-Dôme) 200 ; Mme Marthe Guillaume (Loire) 5.000 ; Jacques Hervé (Indre-et-Loire) 500 ; Adolphe Jardin (Côte-d'Or) 500 ; Maurice Jason (Alpes-Maritimes) 500 ; Eugène Lacrouts (Calvados) 2.500 ; Antoine Laval (Loire) 1.000 ; André Lavenir (Rhône) 500 ; Louis Le Coutaller (Finistère) 350 ; A. Ledrappier (Seine) 500 ; Michel Lejeune (Seine) 200 ; Guy Lemonnier (Seine-et-Oise) 200 ; Lucien Leray (Paris) 1.000 ; André Lermillier (Oise) 100 ; Jean-Marie Malleysson (Haute-Loire) 500 ; Robert Marcheti (Paris) 1.000 ; Michel Marteau (Loire-Atlantique) 500 ; Jean Mathon (Rhône) 500 ; Pierre Menu (Aisne) 200 ; Louis Mercier (Paris) 1.200 ; Georges Meyssonier (Côtes-du-Nord) 500 ; Jean Moni (Bouches-du-Rhône) 250 ; Victor Nan (Haute-Garonne) 200 ; Louis Nedelec (Seine-Maritime) 500 ; Marcel Patin (Seine-et-Oise) 200 ; Emile Perrot (Pas-de-Calais) 400 ; Albert Ponsot (Paris) 500 ; A. Respaut (Aude) 350 ; Jean Rigal (Haute-Garonne) 1.000 ; Alfred Rosmer (Seine-et-Oise) 500 ; Mme Serret (Ardèche) 200 ; Georges Souque (Gironde) 500 ; Pierre Thiry (Saône-et-Loire) 350 ; Mme Hélène Thomas (Saône-et-Loire) 200 ; Georges Vedel (Seine-et-Oise) 500 ; Jean Vernet (Ardèche) 500 ; Lionel Zakim (Paris) 100. — Total : 36.250 francs (dont 17.750 du 16 au 31 juillet et 18.500 en août).

A tous nos collaborateurs

Pour permettre à la R.P. de sortir chaque mois à date fixe et pour faciliter le travail administratif, nous demandons à tous les collaborateurs — habituels ou occasionnels — de nous faire parvenir leur copie

AVANT LE 1^{er} DE CHAQUE MOIS

Merci.

LES FAITS DU MOIS

- LUNDI 1^{er} JUILLET.** — Grève générale de la métallurgie belge.
- MARDI 2 JUILLET.** — Ouverture à l'Assemblée Nationale de la discussion sur le **Marché Commun**.
- MERCREDI 3 JUILLET.** — Accord bancaire soviéto-indonésien.
- JEUDI 4 JUILLET.** — Comité central du Parti Communiste à Ivry.
Vote en **Allemagne fédérale** d'une loi anti-cartels.
En **U.R.S.S.**, Molotov, Kaganovitch et Malenkov sont démis de leurs fonctions gouvernementales.
- VENDREDI 5 JUILLET.** — Grève des travailleurs nord-africains de la Métropole, et grève en **Algérie** sur l'ordre du F.L.N. et du M.N.A.
Congrès de la **C.I.S.L.** à Tunis.
Congrès de l'**Internationale Socialiste** à Vienne.
- SAMEDI 6 JUILLET.** — Le **M.N.A.** suggère le « Cesser le Feu » et une conférence de la Table ronde.
Violentes attaques de Khrouchtchev à **Lénin-grad** contre Malenkov.
- DIMANCHE 7 JUILLET.** — Interruption des relations diplomatiques entre l'**Argentine** et le **Vénézuéla**.
Départ des dernières troupes britanniques de **Jordanie**.
- MARDI 9 JUILLET.** — Ratification des traités européens par 342 voix contre 234 et 5 abstentions.
Grève des employés de banque.
- JEUDI 11 JUILLET.** — Arrestation de l'avocat de Ben Bella.
Visite de Khrouchtchev à **Prague**.
- VENDREDI 12 JUILLET.** — Grève de 24 heures en **Argentine**.
Fin de la grève des métallurgistes belges.
- LUNDI 15 JUILLET.** — Grève de la faim dans les camps de concentration **chypriotes**.
Arrivée à Moscou de **Ho-Chi-Minh**, président du **Vietnam-Nord**.
- MERCREDI 17 JUILLET.** — Le groupe arabo-asiatique demande l'insertion de l'affaire algérienne à l'ordre du jour de l'**O.N.U.**
Congrès à Paris, du **Syndicat National des Instituteurs**.
- VENDREDI 19 JUILLET.** — L'Assemblée Nationale par 280 voix contre 183 et 79 abstentions, vote le projet sur les **Pouvoirs spéciaux**. Chez les socialistes, démissions de Verdier et de Depreux de leurs fonctions.
- SAMEDI 20 JUILLET.** — Des rebelles s'emparent d'une région contrôlée par le Sultan de **Mascate**, protégé des Anglais.
Grève tournante des douaniers.
Grève des employés d'autobus en **Grande-Bretagne**.
- DIMANCHE 21 JUILLET.** — Elections en **Argentine**. Victoire gouvernementale.
- JEUDI 25 JUILLET.** — La **R.A.F.** bombarde Nizon, capitale de la **Sultanie d'Oman**.
La République tunisienne est proclamée.
- VENDREDI 26 JUILLET.** — Réception à Moscou du ministre syrien de la Défense.
Assassinat du président du **Guatemala** : **Castillo Armas**.
- MERCREDI 31 JUILLET.** — Le **Conseil des Ministres** fixe le plafond des dépenses publiques et retient les subventions. Hausse de l'or et des devises.
Diminution des salaires en **Hongrie**.
- JEUDI 1^{er} AOÛT.** — Désaccord au gouvernement sur les dépenses sociales.
En **Hongrie**, arrestation d'un groupe de prêtres « contre-révolutionnaires ».
Grève des balayeurs municipaux à **New-Delhi**.
- VENDREDI 2 AOÛT.** — Succès communiste aux élections régionales à **Java**.
Pétitions malgaches pour le retour des exilés et un statut d'indépendance.
- SAMEDI 3 AOÛT.** — Relèvement du salaire minimum garanti de 126 francs à 133 francs.
Offensive contre les rebelles d'**Oman**.
Les Occidentaux ont présenté à la **Conférence**
- du **Désarmement** un projet d'inspection.
Le **Maroc** a reconnu la **République tunisienne**.
Interruptions de travail chez les **postiers ambulants** de la ligne du Nord, de Nantes, de Reims, Perpignan, Lille et Rennes.
- LUNDI 5 AOÛT.** — La rébellion d'**Oman** a gagné une nouvelle province.
En **Australie**, les travaillistes perdent aux élections le contrôle du **Queensland**.
La grève générale de **Cuba** est brisée.
Le **Sénat américain** vote un amendement : projet de loi sur les « droits des Noirs » prévoyant l'intervention du Jury, malgré l'avis du gouvernement.
Vingt condamnations à mort à la suite de troubles en **Chine**.
- MARDI 6 AOÛT.** — Importante opération au sud d'**Alger**.
Grève des dockers à **Londres**.
L'iman d'**Oman** demande l'intervention américaine et russe.
A **Belgrade**, réception de **Ho-Chi-Minh**.
- MERCREDI 7 AOÛT.** — Réception à **Berlin-Est** de Khrouchtchev et Mikoyan.
L'**U.R.S.S.** offrirait un crédit à la **Syrie**.
- JEUDI 8 AOÛT.** — Laïcisation des mariages en **Tunisie**.
Grève des syndicats de **Dakar**.
- VENDREDI 9 AOÛT.** — Le **SMIG** porté à 133 fr. 45 l'heure.
Vote d'un crédit des **Etats-Unis** de 3.366 millions de dollars pour l'aide à l'étranger.
- SAMEDI 10 AOÛT.** — Nouvelle offensive aérienne anglaise à **Oman**.
- LUNDI 12 AOÛT.** — Taux de l'escompte de la **Banque de France** porté à 5 %.
Prélèvement de 20 % sur les achats de devises.
- MARDI 13 AOÛT.** — En **Syrie**, on annonce la découverte d'un complot américain.
Grève des employés de tramways à **Lodz** (Pologne).
La **Ligue arabe** condamne l'intervention anglaise à **Oman**.
Rupture du syndicat des ouvriers italiens avec la Confédération communiste.
- MERCREDI 14 AOÛT.** — Fixation à 3.350 francs le quintal du prix du blé.
Fin de la grève des dockers argentins.
- VENDREDI 16 AOÛT.** — La Chambre des Représentants des **Etats-Unis** ampute de 800 millions de dollars les crédits d'aide à l'étranger.
Nouvelles arrestations, condamnations et exécutions en **Hongrie**.
Fin de la grève de **Lodz** (Pologne).
En **Guyane britannique**, le parti progressiste du Dr Jagan s'assure 9 sièges sur 14 aux élections.
Au **Sénégal**, la grève s'étend dans le secteur privé ; et les syndicats de fonctionnaires décident une grève d'avertissement de 48 heures.
Le procès des militants du **M.N.A.** à **Alger** se termine par la condamnation à mort de **Belamine Loudes**.
- SAMEDI 17 AOÛT.** — Un colonel communiste devient chef d'état-major de l'armée syrienne.
- LUNDI 19 AOÛT.** — Le Président de la République syrienne se rend au **Caire**.
Epurations massives des cadres militaires et civils à **Damas** (Syrie).
Au nom de l'Union de l'Automobile des **Etats-Unis**, **Walter Reuther** propose aux grandes firmes une diminution des prix de vente contre limitation des revendications ouvrières.
Accord partiel réalisé au **Sénégal**.
- MARDI 20 AOÛT.** — Des négociations franco-marocaines se poursuivent à Paris.
Le ministre des Affaires étrangères de **Syrie** attaque violemment les **Etats-Unis**.
Constitution d'une délégation égyptienne pour discuter avec la France.
Conférence panaméricaine économique.
- MERCREDI 21 AOÛT.** — Le **Conseil de Sécurité** de l'**O.N.U.**, par 5 voix contre 4 et 1 abstention (celle des **Etats-Unis**), repousse la demande arabe d'inscription de l'affaire d'**Oman** à son ordre du jour.
Fin de la grève de 100 jours des usines de textile **Ara** en **Israël**.

Pour vous libérer des slogans sur l'Extrême-Orient

LISEZ

LA CHINE

Ses trois millénaires d'histoire

Ses cinquante ans de révolution

par Robert LOUZON

400 francs franco

Pour vous libérer des mensonges du totalitarisme

LISEZ

Pourquoi et comment se bat la Hongrie ouvrière

(Documents hongrois authentiques

Avant propos de Louis MERCIER)

L'exemplaire : 50 fr. — Colis de 20 : 500 fr.

Pour vous libérer de la corruption bourgeoise

LISEZ

Refus de parvenir

de A.-V. JACQUET

650 francs

Adresser les commandes à LA REVOLUTION PROLETARIENNE